



HAL
open science

Les conflits des Etats dans un contexte de globalisation

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les conflits des Etats dans un contexte de globalisation. La sécurité, un bien collectif économique et humain indispensable, Université Grenoble Alpes, CESICE & ILERI, 2017. hal-03172056

HAL Id: hal-03172056

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03172056>

Submitted on 17 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conflits des Etats dans un contexte de globalisation

Jacques Fontanel

La sécurité, un bien collectif économique et humain indispensable

Université Grenoble Alpes, CESICE, ILERI

Grenoble, Paris, 2017

Résumé : L'idée selon laquelle la globalisation par l'économie de marché facilite la paix n'est qu'une hypothèse, qui n'a pas été vérifiée. Plusieurs facteurs de conflits, voire de guerre, entre les Etats sont toujours bien présents. Dans le monde d'aujourd'hui, la globalisation est fortement influencée par les questions énergétiques, lesquelles n'ont pas toujours de réponses claires concernant à la fois les stratégies des pays exportateurs et importateurs, les évolutions technologiques ou la lutte contre le changement climatique. Le développement d'aujourd'hui n'est pas compatible avec un développement durable et les violences interétatiques ne sont pas obsolètes. La puissance militaire exerce son rôle de « soft power » en l'absence de guerres assumées, avec des effets de prédation difficiles à observer et les inégalités de développement ne se réduisent pas. Par ailleurs, l'arme économique est toujours disponible, mais elle n'empêche pas des « effets boomerang » non désirés. Enfin, les résultats sécuritaires, économiques et sociaux de la globalisation ne réduisent pas les injustices sociales, et les luttes contre toutes les formes d'agression sont offertes de manière inégale dans le monde. Les conflits naissent de ces violences.

Summary: The idea that globalisation through the market economy facilitates peace is only an assumption, which has not been verified. Several factors of conflict, even war, between states are still present. In today's world, globalisation is strongly influenced by energy issues, which do not always have clear answers concerning both exporting and importing countries' strategies, technological developments or the fight against climate change. Today's development is not compatible with sustainable development and inter-state violence is not obsolete. Military power plays a "soft power" role in the absence of wars, with predatory effects that are difficult to observe, and development inequalities are not being reduced. Moreover, economic weapons are always available, but they do not prevent unwanted "boomerang effects". Finally, the security, economic and social results of globalisation does not reduce social injustices, and the fight against all forms of aggression is offered unevenly around the world. Conflicts arise from this violence.

Mots clés : Conflit économique, guerre, puissance militaire, prédation, inégalités, injustice, développement durable

Economic conflict, war, military power, predation, inequality, injustice, sustainable development

L'environnement économique contemporain est dominé par la primauté des marchés internationalisés (produits, finance, emploi), par la versatilité des crises, les prix « erratiques » des ressources énergétiques, la force économique du dollar et l'importance accordée par la communauté internationale au changement du climat. L'environnement stratégique est dominé par la persistance des guerres, l'existence paradoxale du TNP (Traité de Non Prolifération) et de la prolifération nucléaire, le terrorisme et la faillite de plusieurs Etats. Le mercantilisme ou le Léninisme ont toujours considéré les conflits stratégiques comme la continuation logique de la concurrence économique exacerbée dans une économie de marché. Au contraire, la pensée libérale suppose que le système capitaliste est nécessairement producteur de paix. A la fin du XIXe siècle, la majorité des économistes « installés » considéraient que la généralisation du marché était un facteur de paix, alors même que le processus de colonisation était largement engagé. L'émigration était importante à la fin du XIXe siècle, comparable à celle que l'on dénigre au XXIe siècle. Ce processus de globalisation n'a pourtant pas évité l'occurrence de la première guerre mondiale. Cet exemple historique doit continuer à s'inscrire dans la mémoire de l'humanité. La globalisation n'est pas un processus définitif, souhaitable et nécessairement pacifique.

La recherche de sécurité implique des coûts et des bénéfices. Il faut alors choisir l'action optimale, car trop de dépenses de défense favorisent les tensions internationales et réduisent le potentiel économique civil. S'il est vrai que la libéralisation économique a permis de dégager 377 milliards de dollars en 2003¹, les interdépendances ont aussi favorisé le sentiment d'une insécurité croissante qui n'améliore par le bien-être ressenti des populations. Les questions primordiales de la vie humaine ne sont perçues qu'à travers le prisme des coûts et des prix, alors que d'autres considérations devraient aussi être prises en compte. La question de l'eau, par exemple, se pose dans plusieurs régions du monde, sans qu'un effort substantiel soit engagé par les organisations internationales. L'eau potable pourra devenir aussi une nouvelle ressource rare dans certaines régions, alors même que sa consommation est nécessaire à la survie des hommes. Le Moyen-Orient est directement concerné par cette mauvaise allocation des ressources. C'est une autre source d'insécurité². Aujourd'hui, les « seigneurs de la guerre » et les « cercles mafieux » cherchent à prendre le contrôle des ressources rares. Il s'agit pour les Etats de lutter contre le terrorisme, la guerre civile, la production des armes de destruction massive et le contrôle des « rogue states ». L'insécurité politique et la crise économique développent les sentiments nationalistes et le fondamentalisme religieux, la

¹ World Bank (2003), Reducing Trading Costs in a New Ara of Security, in Global Economic Prospect 2004 : Realizing the Development Promise of the Doha Agenda, Washington.

² Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a General Concept of Economic and Human Security, in R. Bellais (Ed.), The Evolving Boundaries of Defence : An Assessment of Recent Shifty in Defence Activities, Emerald, Bingley.

faillite des Etats, les migrations illicites, les conflits ethniques et la réaction face à des inégalités devenues insupportables.

Dans le monde d'aujourd'hui, la globalisation est fortement influencée par les questions énergétiques, lesquelles n'ont pas toujours de réponses claires concernant à la fois les stratégies des pays exportateurs et importateurs, les évolutions technologiques, la lutte contre le changement climatique, les opérations géopolitiques destinées à modifier le prix mondial du pétrole ou les priorités relatives à un développement économique mondial « soutenable ». Par ailleurs, l'arme économique est toujours disponible, mais elle n'empêche pas des « effets boomerang » non désirés qui rendent son utilisation particulièrement délicate. Enfin, les résultats sécuritaires, économiques et sociaux de la globalisation favorisent aussi l'expression de nouveaux conflits potentiels sans solutions ou stratégies évidentes.

L'arme énergétique au cœur de la sécurité internationale

Les nouvelles raretés favorisent les menaces ou l'expression des conflits armés. La globalisation produit des effets induits indésirables, notamment certaines formes de concentration qui provoquent une complexité organisationnelle difficile à maîtriser. La polarisation de la richesse peut conduire certains pays vers l'accès à l'arme nucléaire ou aux armes de la « cyber guerre ». Lorsque, en 2014 et 2015, le prix du pétrole a dépassé les 80, puis les 110 dollars le baril, de nombreux économistes en étaient surpris au regard de calculs économiques fixant ce prix à 40 dollars. Ils s'interrogeaient, à juste titre, sur la montée de la précarité énergétique du fait de la hausse des prix de l'énergie³. Dès lors, la plupart des analystes ont considéré qu'il serait dorénavant impossible que les prix de cette énergie redescendent au niveau attendu par leurs calculs.

La ruée vers l'or noir est de plus en plus ruineuse. Depuis 2013, aucune découverte n'a dépassé le milliard de barils. Les conditions d'exploration sont de plus en plus difficiles. Or, les pétroliers ont investi 750 milliards de dollars en 2014, soit un triplement lors de la dernière décennie. Il y a une augmentation considérable de l'intensité capitaliste. Les opérations sont difficiles et prennent souvent beaucoup de retard et des suppléments de coûts imprévus. Il a fallu dépenser 50 milliards de dollars, à 5000 mètres de profondeur, pour le champ pétrolifère de Kachagan (Kazakhstan) pour se rendre compte de problèmes de fuite importants. Aujourd'hui, on parle d'un investissement de l'ordre de 150 milliards de dollars. Le « pic pétrolier » doit aussi inclure la notion de coût. La baisse de la productivité est évidente. Il faut aujourd'hui développer 34 millions de barils par jour de capacités supplémentaires pour maintenir la production au niveau atteint en 2012. Les pétroles non

³ Percebois, J. (2013), La montée de la précarité énergétique face à la hausse des prix de l'énergie, in Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris

conventionnels ont aujourd'hui un coût prohibitif et ils infligent de lourdes conséquences sur l'environnement. Un gisement classique consomme 3 % de ce qu'il produit, aujourd'hui ce taux atteint 7 %. Les dépenses d'exploration et d'exploitation sont considérables. Pour servir les actionnaires en dividendes comparables à ceux des précédentes décennies, il faudrait que le baril Brent atteigne 120 à 130 dollars. Aujourd'hui, les majors diminuent leurs dépenses d'investissement, ce qui va avoir plus tard un effet haussier sur les coûts et donc sur les prix. Il y a une forte sensibilité des prix à la demande par rapport à l'offre immédiate potentielle. Normalement, ceteris paribus, la demande de pétrole a tendance à croître, sauf si des mesures gouvernementales sont prises pour réduire les effets de serre ou si les énergies renouvelables devenaient concurrentielles. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande devrait atteindre plus de 100 millions de barils par jour dès 2017 (soit une augmentation de 14 % par rapport à 2015, malgré la recherche d'énergies renouvelables).

Ces analyses paraissent aujourd'hui, conjoncturellement, remises en cause, non pas d'un point de vue géologique, mais pour des raisons économiques (la récession qui s'installe dans l'économie mondiale) et politiques. Début 2016, le prix du pétrole se situait à moins de 30 dollars le baril. Pour Patrick Criqui⁴, si les fluctuations du prix du pétrole déjouent tous les pronostics, elles ne sont qu'en « très petite partie » irrationnelles, soumises aux aléas de la géopolitique ou de la financiarisation des marchés. Il considère que ces évolutions des prix peuvent être expliqués par les fondamentaux des marchés et par les caractéristiques des ressources naturelles, même si les comportements du cartel de l'OPEP constitue le facteur dominant des ajustements, étant entendu que les autres producteurs exportent au maximum de leur capacités (en tenant compte cependant de leurs réserves connues et des investissements à engager ou à maintenir). Cette organisation, créée en 1960, avait initialement pour objectif une meilleure fiscalité à imposer aux compagnies étrangères. En 1973, à la suite de la guerre du Kippour (raison d'abord politique), l'OPEP obtient que le prix du pétrole soit alors, par étapes successives rapprochées, multiplié par quatre (4).

Le second choc pétrolier de 1979 sera, en partie, le résultat de la révolution islamique de l'Iran, avec un prix à nouveau multiplié par un coefficient proche de deux (2). L'Arabie saoudite exerce alors son rôle d'appoint afin de ne pas exercer entrainer une baisse trop rapide et sensible du prix du pétrole, mais le gisement de pétrole offshore de la Grande-Bretagne relance les hostilités. En 1998, le baril de pétrole est au plus bas, à peine 20 dollars de baril. Avec la relance de la croissance économique mondiale, notamment des BRICS, le prix du pétrole recommence alors à « flamber », à près de 100 dollars le baril, accentué par l'arrivée sur le marché des capitaux spéculatifs. Si après la crise financière de 2008, le prix du baril de pétrole connaît un infléchissement certain,

⁴ Criqui, P. (2016), Prix du pétrole : comment décrypter les chocs et contre-chocs. TheConversation, <http://theconversation.com/prix-du-petrole-comment-decrypter-les-chocs-et-les-contre-chocs>

la relance économique de 2010 ramène les prix au-dessus de 100 dollars le baril. Cependant, le prix du pétrole a, de nouveau, chuté du fait de l'atonie de la croissance mondiale, du niveau élevé de la production disponible et de l'exploitation du pétrole de schiste, notamment aux Etats-Unis. La baisse des cours a coûté 360 milliards de dollars aux exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord., avec des conséquences économiques diversifiées. Il en a résulté des déficits budgétaires importants de plus de 10 % pour la Russie, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, notamment. Les Etats sont contraints de « réduire la voilure » sur les dépenses courantes, l'aide apportée à d'autres Etats ou aux structures religieuses, les transferts, la mise en place d'une taxe sur la valeur ajoutée et sur les sociétés, mais aussi une augmentation des impôts sur le revenu, le relèvement des prix de l'énergie à l'intérieur du pays, voire une réduction des dépenses d'équipement (Algérie ou Venezuela). Il convient aussi de chercher de créer des emplois afin d'atténuer les craintes de troubles sociaux dans des régions souvent en conflits de toute sorte⁵. Les dépenses militaires ne sont pas toujours concernées par ces coupes plus ou moins drastiques.

Cependant, avec la nouvelle récession économique mondiale qui suit, l'Arabie Saoudite, le pays le plus influent de l'OPEP, ne souhaite plus devenir le « producteur d'appoint » pour faire correspondre l'offre et la demande. Début 2015, face à la production du gaz et du pétrole de schiste des Etats-Unis, l'Arabie saoudite n'était plus le premier producteur mondial de pétrole, menacé même, comme nouveau dauphin, par la Russie. Le marché a alors subi de nouveaux déséquilibres qui ont exercé une incidence immédiate à la baisse des prix, sans pour autant modifier la production mondiale. En effet, lorsque les prix du baril de pétrole évolue, l'effet sur la production est graduel, il faut entre 2 et 3 ans pour que la baisse des prix fasse leurs pleins effets de régulation, ce qui donnerait aux producteurs du pétrole de schiste le temps de réduire leurs coûts de production⁶. Mécontent de la position des Etats-Unis dans l'affaire iranienne, l'Arabie Saoudite décide de réagir et de montrer une forme d'indépendance à l'égard du protecteur américain.

Le prix du pétrole est passé de 50 dollars le baril à 110 dollars en un an, puis s'est effondré à moins de 30 dollars le 15 janvier 2015, pour revenir à près de 50 dollars en mai 2016. Pour les consommateurs, les prix ont baissé, ainsi que les produits à forte consommation intermédiaire d'énergie. Cependant, l'impact de cette évolution est très différent selon les secteurs d'activité⁷. Les cours ont plongé après la levée des sanctions contre Téhéran et l'arrivée imminente de la production de pétrole de ce pays à l'exportation. Aujourd'hui,

⁵ Masood, A. (2016), Un baril à 30 dollars, Finances et Développement, FMI, Mars, Washington.

⁶ Lasky, M. (2016), The Outlook for U.S. Production of Shale Oil, Working Paper Series Congressional Budget Office Washington, DC, May 2016 Working Paper 2016-01, https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/workingpaper/51599-workingpaper_2016-01.pdf

⁷ Chudik, A., Koech, J. (2015), Cheaper Crude Oil Affects Consumer Prices Unevenly FRB Dallas Fed Letter – December 18, <http://www.dallasfed.org/assets/documents/research/eclett/2015/el1511.pdf>

les prévisions de croissance et de développement économique mondiales sont très aléatoires, mais plutôt réservées. Les questions qui se posent ne sont pas seulement économiques :

- L'Arabie saoudite va-t-elle ou peut-elle diminuer son niveau de production ?
- Quelles sont les marges d'action de l'OPEP dans cette décision ?
- Quel sera l'accueil réservé au pétrole iranien, alors même que l'excès d'offre dépasse aujourd'hui 2 millions de barils par jour ?
- Quelle est la réponse de la Chine et de son gouvernement à l'érosion de sa dynamique économique ?

Dans l'ordre économique, la baisse du prix du pétrole est due d'abord à l'essor rapide du pétrole de schiste américain qui remplace les importations et la dépendance des Etats-Unis à l'égard de sa consommation énergétique, ensuite à la chute de la demande consécutive au ralentissement de l'économie mondiale dans son ensemble et, enfin, à la politique monétaire américaine du dollar fort qui pèse sur les pays émergents (avec un poids accru de leur endettement exprimé en dollars). Il ne faut surtout pas oublier la nouvelle stratégie imposée par l'Arabie Saoudite au monde. Déjà propriétaire d'un fonds souverain considérable mais en nette diminution, le vice prince héritier a envisagé d'accroître le fonds souverain de 600 à 2000 milliards de dollars, soit plus de 2,5 fois celui de la Norvège (jusque là leader), en vendant 5% d'Aramco, le géant pétrolier du Royaume. L'objectif central est de réduire la dépendance du pays au pétrole d'ici 2020. Ainsi, ce Fonds pourra contrôler 10 % de la capacité de financement du monde. Une analyse plus précise met en évidence la difficulté d'un tel défi et ses effets sur l'économie mondiale.

Depuis 2008, le marché financier n'est pas très tonique et les risques d'investissements peu rentables sont élevés. Les placements sans aléas comme les obligations d'Etat s'avèrent peu rémunérateurs. Il faut alors investir dans les actions, l'immobilier ou les infrastructures, en choisissant un mix entre les opérations risquées rémunératrices et les investissements de « bons pères de famille », mais au rendement faible. Dans ce cadre, l'Arabie saoudite a besoin de la relance du prix du pétrole, pour mieux valoriser Aramco, mais la conjoncture s'y prête mal. La compagnie pétrolière saoudienne est valorisée à plusieurs milliers de milliards de dollars, bien plus que les 560 milliards de dollars d'Apple, la plus forte capitalisation boursière au monde en 2016. Elle produit plus de 10 millions de barils par jour, soit plus que Rosneft, Exxon Mobil et Total réunis, et elle dispose de 15 % des réserves mondiales prouvées (soit 260 milliards de barils, soit 10 fois plus que celles d'Exxon), à des coûts d'extraction faibles et très compétitifs. Le gouvernement de l'Arabie saoudite est à la recherche d'argent frais, avec un déficit budgétaire de près de 80 milliards de dollars, ce qui l'oblige à réduire les subventions publiques sur l'eau ou l'électricité et le conduit à envisager la création d'une TVA et la privatisation de certains services de santé ou d'éducation. Dans ce cadre, l'Etat doit continuer

à vendre du pétrole pour atteindre ses objectifs, ce qui le rend encore moins favorable à sa stratégie d'hier, celle d'un fournisseur d'appoint.

La guerre du pétrole est déclarée. Les pays de l'OPEP ne veulent pas perdre leurs parts de marché et ils se refusent, en conséquence, à réduire leur production. Cette stratégie a pour but d'évincer du marché les pays dont les coûts de production sont élevés, notamment les Etats-Unis. Or, le pétrole saoudien est encore rentable à 20 dollars le baril, ce qui n'est évidemment pas le cas pour le pétrole des autres Etats. Les pays du Golfe disposent de fonds souverains importants (plus de 650 milliards de dollars pour l'Arabie Saoudite) qui leur permettent d'échapper partiellement aux contraintes budgétaires relatives à l'accroissement des déficits publics (90 milliards de dollars en 2015 pour l'Arabie Saoudite). L'Iran pourra sans doute redevenir un compétiteur intéressant à court terme, mais ce pays devra réinvestir massivement dans les technologies modernes, ce qui devrait le conduire, à plus long terme, à supporter un coût du baril de pétrole de l'ordre de 60 dollars le baril de pétrole. L'Arabie Saoudite, dont le gouvernement est aujourd'hui réduit aux décisions de deux seuls hommes⁸, n'est pas motivée pour soutenir le prix du pétrole, au regard de ses réticences à l'égard de la politique américaine et ses griefs à l'encontre de l'Iran. Pour de nombreux pays, notamment la Russie et les Etats-Unis, le baril de pétrole n'est rentable qu'à partir de 60 à 70 dollars le baril. Cette situation accable les autres pays, notamment l'Algérie ou le Nigéria, deux partenaires éminents de l'OPEP, dont les recettes publiques dépendent presque entièrement de leurs exportations de pétrole. De ce fait, l'OPEP est en crise, l'Iran, le Venezuela ou le Nigéria s'interrogent sur l'intérêt d'en rester membres.

Sur ce marché si fondamental pour l'économie d'aujourd'hui, les Etats-Unis n'ont pas le pouvoir de changer le comportement des exportateurs de pétrole, sauf à engager un « bras de fer » avec l'Arabie Saoudite. En 2016, la faillite de nombreux producteurs de pétrole américains s'annonce, accompagnée d'une baisse des investissements, mais l'adaptation est encore possible compte tenu du soutien des collectivités publiques. Aujourd'hui, le pétrole n'est plus rentable, avec des coûts de forage de l'ordre de 40 à 60 dollars le baril, avec des réserves disponibles peu significatives au regard des réserves mondiales connues. De nouvelles normes environnementales rendent encore plus onéreuse l'exploitation du pétrole, et elles ne pourront plus être négligées à plus ou moins court terme. Les Etats-Unis ont baissé leur production de plus de 600.000 barils par jour, largement compensée sur le marché international, à terme, par le pétrole iranien.

L'Arabie saoudite choisit de produire en fonction de ses propres intérêts, lesquels consistent à rendre non profitables de nombreuses installations de

⁸ Lacroix, S. (2016) Qui dirige vraiment l'Arabie Saoudite ?, L'Obs, 21 janvier. Cette interview souligne le caractère quasi féodal de la prise de décision dans ce pays, il évoque les conflits internes possibles entre les membres de la dynastie, et il considère que la menace iranienne est prioritaire dans l'action politique à mener, regrettant amèrement l'attitude trop conciliante des Etats-Unis à l'égard de leur adversaire régional chiite.

production pétrolière dont les coûts d'extraction sont largement plus élevés que les siens, de rendre plus difficile l'accès au marché international de l'Iran et de l'Irak, d'accroître sa part sur un marché en stagnation (notamment du côté de la Chine) et de freiner l'offre alternative, notamment le nucléaire ou les énergies non renouvelables. L'instauration d'un prix du carbone conduira inexorablement à l'augmentation des prix des énergies fossiles et à réduire leur compétitivité. Dans un monde en profonde mutation, les perspectives de long terme sont de plus en plus négligées. Il s'agit pour les Etats et les producteurs d'extraire le plus possible de pétrole pour éviter le chômage, contourner les obligations relatives au coût du carbone, emmagasiner les ressources financières destinées aux placements ou aux investissements directs et nourrir leur croissance par la diversification rapide de leurs activités. Les exportateurs n'attendent plus la fin du pétrole bon marché.

Les réacteurs nucléaires peuvent produire beaucoup d'énergie utile avec une faible consommation de ressources naturelles et peu d'émissions de gaz carbonique et autres polluants. Cependant, la maîtrise du nucléaire civil donne à ceux qui la détiennent les technologies et les matériaux nécessaires à la construction de l'arme nucléaire. En outre, le processus de la fission nucléaire produit des déchets radioactifs dont les effets, mal connus, ont une durée de vie de plusieurs milliers d'années. Comment gérer les risques de prolifération des armes nucléaires et ceux du pouvoir nucléaire, les bénéfices de son énergie civile valent-ils les risques pris⁹ ?

Aux Etats-Unis, l'énergie nucléaire recommence à intéresser les investisseurs, lesquels considèrent que trop peu d'amélioration ont été apportées depuis 50 ans, et qu'il est temps de relancer cette production « propre » en s'appuyant sur des partenariats entre les secteurs privés et publics¹⁰. En France, jusqu'à une période récente, un consensus s'est imposé sur l'utilité de l'énergie et de l'arme nucléaire. Aujourd'hui, on peut s'interroger sur l'utilité de l'arme nucléaire française, si ce n'est pour conserver son rôle international au Conseil de sécurité. De même, l'énergie nucléaire a perdu de son aura. D'abord, l'idée de l'infailibilité des technologies est remise en cause à la fois par la catastrophe de Fukushima et par les aventures de l'EPR, les coûts unitaires de la production d'électricité augmentent et les aventures financières d'Areva et d'EDF ne manquent pas d'inquiéter. Le Royaume-Uni vient de donner l'autorisation de construire deux réacteurs nucléaires sur le site d'Hinkley Point (coût de 22 milliards d'euros), en l'assortissant de conditions destinées à garantir la sécurité d'approvisionnement national en électricité et à maîtriser un secteur stratégique

⁹ Mark Holt (2015), Nuclear Energy: Overview of Congressional Issues, Congressional Research Service – Report - December 23, 15 pages <https://www.fas.org/sgp/crs/misc/R42853.pdf>

¹⁰ Senate Energy and Natural Resources Committee (2016), Status of Advanced Nuclear Technologies – Hearing - May 17, <http://www.energy.senate.gov/public/index.cfm/hearings-and-business-meetings?ID=9BDE2DBE-A6EF-4944-B32C-776AE178083B>

pour la sécurité nationale du pays¹¹. A terme, se posera la question de la disponibilité des ressources mondiales d'uranium et de son prix, selon les régions et l'évolution des ressources énergétiques renouvelables¹².

Il est toujours possible de décrire les déséquilibres sous forme d'effets de cycle, mais les variations très brutales du prix de pétrole répondent à des facteurs quasi exogènes fondés sur des décisions politiques. On peut ainsi constater l'importance des effets de la stratégie de l'Etat Wahhabite ou de la décision des gouvernements de permettre dans leurs pays la production (ou même l'achat) de pétrole de schiste sur le prix du pétrole. Au fond, contrairement à l'idée selon laquelle les lois économiques s'appliquent librement, tous les renversements des prix naissent presque toujours d'une décision géopolitique ou géoéconomique, notamment dans le cadre d'un embargo, d'une offre « stratégique » d'appoint, d'une guerre, d'un conflit larvé avec un pays jugé ennemi ou adversaire, de décisions internationales environnementales et de choix « politiques » discutables de nouvelles technologies plus ou moins agréées (du nucléaire au gaz de schiste, en passant par l'utilisation des terres agricoles pour la production d'énergie au détriment des produits vivriers dans les pays en développement). C'est seulement dans le cas d'une crise économique, comme celle de 2008, que les facteurs économiques fondamentaux deviennent la cause principale de l'évolution des prix internationaux du pétrole (Tableau 9).

Les conditions politiques, les questions de sécurité et les rapports de puissance entre les Etats alliés ou ennemis redeviennent essentiels pour définir le prix d'une consommation intermédiaire d'une importance considérable pour le commerce extérieur des Etats, l'endettement public et privé, l'importance des fonds souverains, le réchauffement de la planète ou les technologies modernes de production. Au début de l'année 2016, les spécialistes s'interrogeaient sur le point de savoir si l'Arabie saoudite allait lâcher du lest en diminuant sa production pétrolière, au moment où l'Iran, abandonnant son rôle de « rogue state » nucléaire, revenait en grâce dans les échanges internationaux d'énergie. Avec la crise économique et la suroffre disponible, le pétrole à bas prix redevient la norme. Pour combien de temps ? La guerre du pétrole est « tous azimuts », mais avec un pays dominant qui dispose d'énormes fonds souverains et des réserves énergétiques considérables ; au départ, elle a été engagée pour contrecarrer la production du pétrole de schiste américain ; puis elle a eu aussi pour objet de contraindre les autres pays producteurs à réduire leurs exportations pour conserver, voire accroître les parts nationales de marché, dans le cadre d'un écart croissant entre une offre abondante et une demande déprimée par la crise économique ; enfin cette situation de conflit économique peut s'envenimer avec

¹¹ Cette opération sera complétée par la construction de deux EPR à Sizewell (financé aux deux tiers par la Chine), puis d'un Hualong, un réacteur 100 % conçu par la Chine.

¹² Monnet, A. (2016), Disponibilité à long terme des ressources mondiales d'uranium, Collège Doctoral du Languedoc-Roussillon, Montpellier, à soutenir le 2 novembre 2016.

l'arrivée de l'Iran dans la lutte d'influence, parfois violente, entre les sunnites et les chiites, dans les lourds théâtres de combat de la Syrie, de Daech et du Yémen.

Tableau 9 : L'évolution du prix du pétrole depuis 1950. Prix moyen nominal, prix ajusté à l'inflation (base 2010), causes connues des inflexions.¹³

Année	Prix moyen nominal	Ajusté à l'inflation	Causes des inflexions
1950	\$2.77	\$25.10	Fin de la guerre
1960	\$2.91	\$21.47	
1970	\$3.39	\$19.04	Le pétrole s'impose
1973	\$4.75	\$23.13	Guerre du Kippour. Réaction de l'OPEP
1974	\$9.35	\$41.27	
1977	\$14.40	\$51.76	
1978	\$14.95	\$49.99	
1979	\$25.10	\$74.67	Iran de Khomeini
1980	\$37.42	\$99.11	Guerre Afghanistan (URSS)
1981	\$35.75	\$85.82	
1985	\$26.92	\$54.54	
1988	\$14.87	\$27.45	
1990	\$23.19	\$38.57	Fin de l'URSS et du Pacte de Varsovie
1991	\$20.20	\$32.33	
1999	\$16.56	\$21.62	
2000	\$27.39	\$34.65	
2001	\$23,00	\$28,32	Terrorisme à New York. Guerre en Irak
2003	\$27,69	\$32,82	Début de la guerre en Irak
2007	\$64.20	\$67.37	Début de la crise financière et financiarisation du pétrole
2008	\$91.48	\$92.31	
2009	\$53.48	\$54.24	Crise économique et récession
2010	\$71.21	\$71.57	Politique de pétrole cher, développement du pétrole de schiste
2011	\$87,04	\$84,22	
2012	\$86.46	\$81,92	
2013	\$91.17	\$85,10	
2014	\$92,57	\$84,64	
2015	\$42,60	\$ 38,2	Arabie Saoudite refuse d'être le producteur d'appoint.
Jan.2016	\$31,00	\$ 27,4	

¹³ Prixdubaril.com et 2000 Watts.org, (2015), Comprendre le Business de l'énergie
<http://www.2000watts.org/index.php/energytrend/petrole/prix/596-evolution-des-prix-du-baril-de-petrole.html>

Fin Mai	\$49,3	\$ 43,6	
Octobre	\$44,5	\$ 37,8	

Dans ce contexte, les économies de la Russie, de l'Algérie ou du Venezuela (entre autres), subissent la violence du contrecoup d'une réduction considérable de la valeur de leurs exportations, créant ainsi des crises économiques aux conséquences douloureuses pour le bien-être de leurs populations. L'OPEP, qui avait pris un pouvoir très important depuis 1973¹⁴ dans l'évolution du commerce international mondial, risque même d'exploser. Après une descente jusqu'à la fin de l'année 2015, le dollar remonte à nouveau, sans doute du fait de la réunion en février des membres de l'OPEP qui laisse supposer un accord imminent. L'Arabie saoudite a demandé à chaque pays membre de réduire de 5 % sa production pétrolière pour maintenir les prix, car elle ne veut plus rééquilibrer seule le marché.

La Russie, membre observateur de l'OPEP, souhaite un accord, car pour maintenir ses revenus, elle souhaite atteindre à nouveau une production quotidienne de près de 11 millions de baril. Une décision de réduction concertée de la production de pétrole pourrait la satisfaire, d'autant que ses recettes budgétaires dépendent pour plus de la moitié des exportations de pétrole. La Russie est en récession, avec un rouble qui n'a jamais été aussi bas au regard du dollar. Cependant, cette situation a conduit le pays à réagir. D'abord, la Russie engage aujourd'hui des opérations sur le marché du pétrole de Saint-Petersbourg, coté en roubles réversibles (en swap de matières premières), ce qui lui donne une fonction de régulateur du marché de cotation. Dans ce contexte, le marché international du pétrole est formellement évité, ce qui permet l'augmentation provisoire du prix du baril. Ensuite, il faut rappeler que le point de rentabilité du pétrole léger en Oural se situe de 10 à 15 dollars le baril, ce qui en incluant les frais induits de transport et de frais financiers, s'avère proche du niveau de celui de l'Arabie Saoudite. Elle va profiter de cette crise pour réinvestir dans les technologies les plus efficaces au regard des difficultés d'extraction dans les puits les moins performants. Enfin, lorsque celui-ci dépasse 55 dollars, seuil de rentabilité minimal du pétrole et du gaz de schiste, la Russie remet directement son pétrole sur le marché.

Quand les monarchies du Golfe réduisaient leur production, Moscou profitait de la montée des cours sans réduire sa production, dans une stratégie de passager clandestin. Or, la Russie soutient le régime syrien¹⁵ de Bachar El Assad et l'Iran,

¹⁴ Fontanel, J. (1981), Organisations économiques internationales, Masson, Paris. 2nd Edition en 1995.

¹⁵ La Syrie a été accusée d'utiliser des armes chimiques. En conformité avec les décisions onusiennes, elle se rend ainsi coupable d'un crime de guerre que tous les membres du Conseil de sécurité ont traité de manière souple au regard de leurs divergences de point de vue et d'alliances politiques et militaires. En janvier 2016, l'OIAC a annoncé la destruction de l'arsenal des armes chimiques de la Syrie. En août 2016, à la suite d'une enquête de l'ONU et de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques), le régime Assad est

les ennemis du royaume saoudien. Il n'est donc plus question pour l'Arabie Saoudite d'accepter la politique de Poutine, même si, avec le Qatar et le Venezuela, ces deux pays ont signé un accord de réduction de l'offre de pétrole, mais les résultats de celui-ci se font encore attendre¹⁶. L'Arabie Saoudite maintient sa politique de « vannes ouvertes » pour son exportation de pétrole, mais le prix du pétrole a quand même augmenté pour frôler les 50 dollars le baril. Combien de temps durera cette situation et cette politique ? En février 2016, la Russie et l'Arabie saoudite ont appelé à geler la production de pétrole brut, chacun des deux pays souhaitant maintenir leurs parts de marché. Plusieurs pays ont accepté le principe, comme le Qatar, le Venezuela, le Koweït, l'Irak ou les Emirats arabes unis. En revanche, l'Iran qui a subi des sanctions internationales importantes pendant plusieurs décennies, ne s'engage pas sur cette base. La méfiance entre les « partenaires » reste de mise. L'Arabie saoudite n'a confiance ni dans l'Iran, ni dans la Russie, ses ennemis en Syrie et au Yemen. Toutes les économies de ces pays souffrent de cette situation, avec des déficits budgétaires en forte augmentation. La question est de savoir quelle importance les Etats accorderont à leurs divergences géostratégiques et à leurs intérêts mutuels d'une augmentation du prix du pétrole.

Avec l'intensité des anciens prophètes, les économistes cherchent à comprendre les moindres mouvements susceptibles de l'aider à prévoir le prix du pétrole dans les semaines et les mois à venir. En juin 2016, il se situe autour de 50 dollars le baril, quand il n'était encore qu'à 30 dollars en janvier et février de la même année. Faut-il attendre une montée continue des cours ? En fait les prévisions des spécialistes sont souvent erronées. Aucun spécialiste n'avait prévu la montée rapide du prix du pétrole jusqu'à près de 108 dollars le baril en juin 2014 et encore moins qu'il descendrait à 30 dollars le baril 18 mois plus tard. Une étude du Sénat américain considère que le prix du pétrole ne devrait vraisemblablement pas sortir d'une plage comprise entre \$33 à \$73 entre 2016 et 2021¹⁷, ce qui laisse une marge d'incertitude non négligeable. Pour Patrick Pouyanné, PDG de Total, « je ne vais pas vous dire quel va être le prix du pétrole demain. Je ne suis pas sûr qu'il augmente, il va peut-être redescendre aussi vite qu'il est monté »¹⁸. Le prix du pétrole reste une inconnue à terme, elle dépend de la croissance économique, du type de développement économique, des nouvelles découvertes de ressources, des progrès technologiques, de la spéculation financière, mais aussi des luttes géopolitiques et géoéconomiques qui secouent le monde. Les lois du marché s'expriment dans le cadre d'une

accusé d'attaques chimiques perpétrées en 2014 et 2015, mais la Russie et la Chine bloquent encore toute initiative du Conseil de sécurité. La « Real politik » a encore de beaux jours devant elle.

¹⁶ La Russie n'est pas membre de l'OPEP, car les sociétés pétrolières russes sont privées et l'on imagine mal Moscou envisager de se soumettre aux décisions d'un cartel international.

¹⁷ Lasky, M. (2016), The Outlook for U.S. Production of Shale Oil, Working Paper Series Congressional Budget Office Washington, DC, May, Working Paper 2016-01, https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/workingpaper/51599-workingpaper_2016-01.pdf

¹⁸ Repris dans l'article de : Bezat, J-M. (2016), Le prix du baril de pétrole frôle les 50 dollars, Le Monde, 22-23 Mai.

situation internationale caractérisée par de très fortes tensions politiques, économiques et sécuritaires. La rapidité des évolutions frappe l'économie directement et elle génère de nouvelles incertitudes qui rendent les décisions économiques plus risquées et parfois aléatoires, en fonction des signes et indicateurs en perpétuelles évolutions.

Au regard des évolutions de la demande de ressources énergétiques dans le monde, plusieurs tendances peuvent être présentées, en soulignant que les considérations politiques et géoéconomiques pourront, à tout moment, en inverser le cours. D'abord, le prix du pétrole devrait continuer à se situer à un niveau bas pour la prochaine décennie, notamment parce que les producteurs et exportateurs sont engagés dans des réformes économiques importantes, en vue de réduire la dépendance à un produit dont le caractère polluant est sans cesse remis en cause. Cette stratégie implique des investissements élevés que les finances publiques ne peuvent plus toujours supporter. Certes, la situation de l'apparition du « cygne noir »¹⁹ est potentiellement possible, mais elle inciterait les Etats importateurs à accélérer le développement des énergies renouvelables, ce qui n'est clairement pas désiré par l'Arabie Saoudite.

Ensuite, la plupart des pays disposant de réserves de pétrole (75 % des réserves de l'OPEP), ont un rôle international tourmenté, notamment l'Arabie saoudite (wahhâbisme, guerre et terrorisme), le Venezuela (crise politique grave, endettement public considérable et marchés occidentaux fermés), l'Iran (qui sort seulement de son isolement consécutif à ses intentions de production de l'arme nucléaire et dorénavant impliqué dans le conflit Syro-irakien), l'Irak (toujours en guerre) ou la Libye (en guerre civile). En outre, la Russie est entrée dans un processus de récession, le PIB a diminué de 3,7 % en 2015 et le déficit budgétaire prévu de 3% devrait atteindre 7 % du PIB en 2016, ce qui ne va pas manquer de provoquer des tensions politiques et sociales dans les années à venir. Les pays importateurs de pétrole pourraient profiter de cet « effet d'aubaine », mais la situation économique mondiale n'est toujours pas suffisamment saine pour que de nouveaux risques de récession ne viennent provoquer de nouvelles crises économiques et sociales.

Dans cette analyse stratégique, il ne faut pas oublier le rôle essentiel des firmes pétrolières. Leur rôle est essentiel, tant ils influencent les décisions des Etats, au moins dans les domaines qui les concernent. Au regard de la pollution engendrée par la carbonisation de l'air et les influences sur le climat, les grandes firmes sont généralement restées sur la défensive ou dans une attitude d'indifférence. A ce titre, les estimations d'ExxonMobil, la plus forte valeur boursière du secteur, prévoient notamment une augmentation du brut de plus de 12 % d'ici à 2040. En fait, ces sociétés cherchent des appuis politiques forts auprès des Etats producteurs et exportateurs et elles engagent des recherches à la

¹⁹ Nyquist, S. (2016), Black swans and barrels : How to think about the future of oil, McKinsey.com, June, <http://www.mckinsey.com/industries/oil-and-gas/our-insights/black-swans-and-barrels-how-to-think-about-the-future-of-oil-prices?cid=other-eml-alt-mip-mck-oth-1606>

fois pour moderniser les technologies, mais aussi pour atténuer les effets de la consommation de pétrole sur le climat. Dans les assemblées générales des actionnaires, si quelques uns d'entre eux (notamment des fonds de pension des assureurs ou des banques) cherchent à valoriser un développement « durable et responsable » en exigeant notamment une évaluation de l'impact financier des politiques de lutte contre le changement climatique, la majorité reste fortement ancrée sur ses propres bénéfices. S'il doit y avoir une réponse climatique à la consommation de pétrole, elle ne peut être que d'ordre technologique, car l'économie mondiale a plus que jamais besoin de l'or noir²⁰. Les conclusions de l'Agence internationale de l'énergie ne leur semblent pas suffisamment étayées pour modifier leurs stratégies.

Sur cette base, de nombreuses forces politiques commencent à faire connaître leur refus d'un tel comportement. L'idée véhiculée à cet effet, c'est qu'il y a un virage à prendre rapidement. A défaut de l'utiliser, le risque n'est pas négligeable que les compagnies pétrolières américaines deviennent des ennemies de l'opinion publique, comme a pu l'être les sociétés du tabac quand elles n'ont pas voulu reconnaître les effets néfastes de la cigarette sur la santé des personnes physiques. Les sociétés européennes de la branche dont plutôt favorables à l'impôt carbone, elles commencent à investir sur l'énergie solaire, éoliennes ou les batteries, avec l'idée d'obtenir une bonne réputation auprès des opinions publiques mondiales en se s'engageant en faveur d'un « développement responsable ». Quelques actionnaires quittent le navire des sociétés pétrolières indifférentes à la question du climat, en estimant qu'à terme les valeurs mobilières de ces compagnies vont inexorablement baisser. Même les Rockefeller ont engagé une campagne pour conduire ExxonMobil devant les tribunaux.

Cependant, la question aux Etats-Unis reste politique. Donald Trump, tout comme le Président Bush en son temps et comme le Parti Républicain, soutient les compagnies pétrolières américaines. Il ne veut pas cautionner la régulation du gaz de schiste et il conteste la pertinence de l'accord de Paris sur le climat.

La guerre économique stricto sensu

La vie marchande et commerciale a depuis Montesquieu la réputation d'aller de pair avec la paix. « Partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce, et partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces... L'effet naturel du commerce est de porter à la paix »²¹. Le commerce efface les tensions guerrières. Cependant, le « mal arrive lorsque l'excès des richesses détruit cet esprit de commerce ; on voit tout à coup naître les désordres de l'inégalité, qui

²⁰ Bezat, J-M. (2016), C'est Rockefeller qu'on assassine !, Le Monde, 29-30 Mai.

²¹ Montesquieu (1758), De l'esprit des lois », in Les classiques des sciences sociales, UQAC, Chicoutimi. http://classiques.uqac.ca/classiques/montesquieu/de_esprit_des_lois/de_esprit_des_lois_tdm.htm, Livre 20, Chapitres 1 et 2.

ne s'étaient pas encore fait sentir »²². La prospérité doit être commune ou les inégalités conduiront inéluctablement aux conflits, mais seules les nations civilisées peuvent accéder à la qualité d'un commerce pacificateur. Les Etats doivent se protéger contre les civilisations barbares. Dans ce cas, la guerre n'est pas n'est pas un crime, mais un acte de souveraineté²³. Cette conception rejoint celle d'Adam Smith, chacun vantant les mérites du commerce, mais aussi s'interrogent sur la capacité de la classe marchande à en modifier l'effet collectivement bénéfique en imposant des règles de fonctionnement qui en réduisent le contenu pour les autres classes sociales. Il y a dans ces analyses, un début de réflexion sur la guerre économique, correspondant à des actions destinées à nuire à d'autres agents économiques en vue d'en tirer un plus grand profit immédiat ou à terme.

Le concept de guerre économique n'est pas clairement défini. Il décrit généralement l'application de politiques économiques des Etats en vue d'atteindre des objectifs politiques ou stratégiques, qui ne vont pas dans le sens d'une recherche d'un optimum. Cette présentation est sans doute trop large. Pour lui donner un sens plus précis, la guerre économique est une action déclarée des Etats de nuire à un autre Etat ou groupe d'Etats en vue d'atteindre des objectifs politiques²⁴. L'utilisation de l'arme économique conduit souvent à un jeu à somme négative, puisqu'elle engendre des pertes pour le pays qui impose ses sanctions et pour celui contre lequel celles-ci sont dirigées. Depuis la dernière guerre mondiale, du fait de la terreur provoquée par l'arme nucléaire, des stratégies obliques complémentaires ont été mises en place par les deux grandes puissances de la « guerre froide », mais aussi par l'ONU ou des groupes d'Etat. Elles se sont appliquées contre l'ennemi, contre les amis récalcitrants ou au nom de principes universels (apartheid). Ainsi, les Etats-Unis ont exercé des sanctions économiques à l'encontre des pays en dehors de sa sphère d'influence (comme l'URSS, Cuba, le Nicaragua, Grenade, l'Irak, l'Afghanistan, l'Iran, la Corée du Nord), l'URSS à l'encontre des pays divergents du bloc (comme la Yougoslavie, l'Albanie ou la Chine de Mao) et l'ONU contre les régimes politiques de l'apartheid (Afrique du Sud et Rhodésie du Nord). Le manque de clarté et de cohérence dans les stratégies internationales des Etats, et notamment des grandes puissances, est une caractéristique des actions conflictuelles dans le monde. Pourtant, la menace de la guerre économique est omniprésente, appliquée encore contre les « rogue states », mais aussi, il est vrai de manière moins violente, par l'Union européenne contre la Russie en réponse aux actions politico-militaires de ce pays à l'encontre de l'Ukraine, dans les conflits de Crimée et du Donbass.

²² Montesquieu, Op. Cit Livre V, Chap.6.

²³ Barrera, G. (2016), Le « doux commerce » et la paix chez Montesquieu, Annales de la Faculté de Droit de Strasbourg, à paraître.

²⁴ Coulomb F, Fontanel J, Guerre économique : Les Etats en première ligne », DSI, n°13, Mars 2006, p.26.

Les armes utilisées sont l'embargo²⁵, le boycott, le blocus, le gel des avoirs, le désinvestissement, la suspension ou la réduction de l'aide financière, le refus de l'octroi de la nation la plus favorisée ou, dans les cas les plus frontaux, l'engagement dans une course aux armements qui affaiblit le pays qui n'a pas les ressources suffisantes pour accroître son effort militaire. Les sanctions peuvent être unilatérales (mais elles sont coûteuses et rarement efficaces) ou multilatérales.

Plusieurs stratégies²⁶ ont été ou peuvent être mises en place, comme le contrôle des échanges commerciaux avec des sanctions spécifiques ou générales (notamment en contrôlant les échanges de produits jugés stratégiques), l'appauvrissement par la préparation à une éventuelle guerre militaire (en accroissant le fardeau de la course aux armements), la stratégie de la rupture plus violente (avec l'appui des pays alliés ou dépendants), l'enserrement (qui vise à jouer sur l'interdépendance économique d'un pays pour contenir ses griefs justifiés ou non), la violence économique (consistant à soutenir à la fois l'opposition au gouvernement des Etats et les syndicats revendicatifs), la punition internationale (soit par le canal de l'organisation des Nations Unies, soit par une grande puissance capable de se faire obéir au regard des intérêts économiques par les autres Etats) ou la domination par la puissance économique clairement exprimée.

L'interdépendance économique constitue toujours à la fois une situation de négociations sans cesse renouvelées, qui suppose une atmosphère favorable à la paix, mais c'est aussi un facteur de conflits et de domination politique, technologique, stratégique. Les sanctions économiques sont politiquement des signes forts de conflit, elles ont des effets sur l'ensemble des économies concernées, mais aussi sur l'ensemble des échanges internationaux. Depuis 1996, la clause Droits de l'Homme a été invoquée en de nombreuses occasions comme base de consultation, de suspension de l'aide ou d'autres mesures (par exemple au Niger, en Guinée Bissau, en Sierra Leone, au Togo, au Cameroun, en Haïti, aux Comores, en Côte d'Ivoire, en Irak, au Zimbabwe ou en Syrie). Cela s'est avéré efficace dans de quelques cas.

- La définition claire de la cible, des armes bien adaptées et la quasi universalité des pays disposés à en appliquer les règles constituent les conditions

²⁵ Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), La guerre économique, ARES, Vol XIII, 4, Grenoble, 1992, (42 pages). Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in « La question politique en économie internationale », Pierre Berthaud, Gérard Kébabjian (sous la direction de) Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2006.

²⁶ Coulomb, F., Bensahel, Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in « Arms, War, and Terrorism in the global economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg. 2007. Fontanel J. (2005), La Globalisation en « analyse » : Géoeconomie et Stratégie des Acteurs, l'Harmattan, Paris, chap.9, Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), Les Stratégies de la guerre économique, in Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoeconomie, (Edition Jacques Fontanel, Avant-propos de K.Arrow), Côté Cours, Grenoble, décembre 2002. Fontanel, J. (1995), Les dépenses militaires et le désarmement, PubliSud, Paris

sine qua non pour que les mesures pénalisantes engagées atteignent leurs buts. Les sanctions n'obtiennent que rarement les résultats attendus, notamment lorsque ceux-ci étaient trop ambitieux ou de très court terme. L'arme économique utilisée contre Cuba pour favoriser le changement du régime castriste a échoué après six décennies de conflit entre le pays le plus puissant du monde et un pays très appauvri. En revanche, si les sanctions exercées contre l'Iran accusée d'apporter un soutien au terrorisme n'ont pas permis de modifier la position de ce pays, celles appliquées pour éviter la construction d'une arme nucléaire ont trouvé une solution après de nombreuses, difficiles et longues négociations.

- En tout état de cause, ces stratégies ne permettent guère d'obtenir des résultats rapides,

- Les stratégies mettent en évidence des décisions politiques fortes des Etats, soit celles de contraindre un autre pays à changer de politique, soit celles de refuser les ordres donnés par une puissance étrangère ou un groupe de pays opposé à un pan de son action.

- Même pour un pays hégémonique économiquement et militairement, les sanctions ne fonctionnent que lorsqu'elles sont acceptées ou respectées par les autres Etats.

- Les sanctions collatérales ont parfois des effets négatifs, car elles peuvent être impopulaires et créer un sentiment général de malaise ou de rejet de celui qui les engage. Quand une décision internationale est prise à l'encontre d'un dictateur rejeté par la communauté internationale, le pays fait souvent front derrière celui qui les opprime, notamment parce que la population ne souhaite pas se faire dicter son fonctionnement par des puissances étrangères.

- Pour être vraiment utiles, les sanctions doivent exercer des effets très forts sur le pays « coupable ». Cependant, dans le cas de l'Irak après la guerre du Koweït, les sanctions ont surtout concerné une population qui s'est appauvrie, sans avoir pour autant les moyens de renverser le dictateur.

- Les sanctions ne doivent pas être mises en place sur la base d'objectifs trop exigeants. Les ambitions de démocratisation de Cuba étaient trop excessives au regard de la situation réelle du pays et de ses valeurs philosophiques. Dans ce cas, le manque de crédibilité de l'opération sur la scène internationale constitue un réel frein à une procédure négociée de transformation politique progressive.

- Les sanctions ont un coût pour l'ensemble des pays engagés, elles doivent cependant, pour celui qui décide des sanctions, avoir des effets inférieurs à ceux que subissent les pays cibles.

- Enfin, les sanctions s'avèrent plus faciles à mettre en place qu'à supprimer, notamment parce qu'elles n'ont pas les effets attendus. Dans ces conditions, les gouvernements ne peuvent guère revenir sur une décision coûteuse qui n'a pas été suffisamment efficace. Il est en effet difficile de lever une sanction qui a failli, d'une part parce qu'elle engendre une perte de

légitimité et donc de prestige sur la scène internationale et, d'autre part, parce qu'elle remet la crédibilité de l'opération en cause. L'efficacité des sanctions économiques est souvent contestée, notamment lorsque l'on se réfère aux exemples des embargos cubains et irakiens. L'un a été un échec car le changement politique attendu n'a pas été effectif, l'autre a produit des dégâts considérables, notamment sur les enfants de moins de cinq ans, sans pour autant éviter l'émergence d'une seconde guerre aux effets encore plus graves.

La Russie a des vues claires concernant le statut de la sécurité de ses voisins et elle s'engage dans les conflits sans révérence pour les schémas de la stratégie américaine. Cependant, entre les sanctions qui frappent son pays, la violence de la baisse du prix du pétrole et la crise économique d'un pays qui souffre en outre de violentes inégalités sociales, le régime de Poutine est affaibli, même s'il pèse encore fortement (mais pour combien de temps ?) sur l'évolution des conflits méditerranéens. La guerre économique épuise les Nations qui les engagent et ceux qui en sont victimes²⁷. En tendance lourde, les sanctions cherchent à être plus « intelligentes », avec la mise en place de règles strictes et l'application de sanctions plus limitées. Cette tendance tend à s'accroître du fait de l'interdépendance accrue des capitaux. La légitimité internationale des sanctions prises favorise leur efficacité. Cependant, pour répondre à une décision de l'Union Européenne de prolonger les sanctions jusqu'au début 2017 (« en raison de l'annexion de la Crimée et de son soutien présumé aux séparatistes de l'est de l'Ukraine, »), en juin 2016, le président Vladimir Poutine a prolongé jusqu'à la fin 2017 l'embargo alimentaire russe imposé aux pays occidentaux, principalement à l'UE, afin de défendre les intérêts nationaux russes.

Si la vraie « guerre économique » s'inscrit dans le cadre d'un conflit entre Etats et implique une déclaration de guerre, il existe cependant une course à la puissance qui s'applique à l'ensemble des autres acteurs étatiques. A ce titre, les Etats espionnent les autres Etats, amis comme ennemis, comme les événements récents ont pu le confirmer. Le gouvernement américain fait du concept de « géoéconomie » une réalité stratégique quotidienne. Du fait de sa puissance, il établit des boucliers de protection contre les dangers qui menacent ses intérêts nationaux, mais aussi ceux de ses alliés, pour éviter la déstabilisation de ses relations internationales. « L'OTAN distingue le contre-espionnage et la « contre ingérence ». Elle définit le contre-espionnage comme l'action ayant pour but de détecter l'espionnage et de s'y opposer et la « contre ingérence » comme l'opération visant à déceler et à neutraliser toute menace contre la sécurité résultant des activités de service de renseignement, d'organisations ou d'agents se livrant à l'espionnage, à la subversion ou au terrorisme.

Le renseignement de sécurité propose des informations sur la nature, les possibilités ou les intentions d'organisations ou d'individus hostiles, qui sont ou

²⁷ Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), Les Stratégies de la guerre économique, in Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie. Ed. Jacques Fontanel, Avant-propos de K.Arrow), Côté Cours, Grenoble, décembre 2002.

pourraient être engagés dans des activités d'espionnage, de sabotage, de subversion ou de terrorisme²⁸. Il a plusieurs caractéristiques. D'un point de vue stratégique (concernant les domaines économiques, sociologiques, logistiques, géographiques ou technologiques), il est très utile dans le cadre de la préparation des décisions gouvernementales ou internationales. Ensuite, opérationnellement, il permet de planifier la conduite des opérations selon les objectifs stratégiques définis, sur la base des moyens militaires des forces adverses, des équipements, des doctrines réelles et de l'estimation des forces en présence. Enfin, d'un point de vue tactique, il permet de mieux connaître les circonstances géographiques ou atmosphériques, le degré de résilience de la population civile et le moral des troupes adverses. Plusieurs stratégies de dominance cognitive sont possibles (Tableau 10).

Tableau 10 - Formes de stratégies de « dominance cognitive »²⁹

	Dominance cognitive légale et compétitive	Dominance cognitive grise et clandestine
Doctrines 3-13JCS (US) ³⁰	Propriété et contrôle de l'infrastructure globale d'information permettant d'interdire des flux	Prolifération clandestine de désinformations, destructions des infrastructures d'information rivales
Capacités cognitives	Meilleure coordination et mobilisation spontanée des expertises et des capacités cognitives individuelles et collectives	Interdiction ou paralysie des expertises adverses (discrédit) ; contrôle de la formation des expertises (prosélytisme)
Persuasion	Gestion des parties prenantes de manière ouverte et consultative	Opérations psychologiques visant à masquer la réalité ou favoriser une doctrine par le leurre
Rentes cognitives	Mesure d'incitation et de récompense aux capitaux intellectuels critiques et gestion de la connaissance	Restrictions de la mobilité de l'expertise avec intimidation et rétention des savoir-faire critiques
Défense	Supériorité des systèmes d'interprétation en temps réel permettant de contrecarrer des stratégies de prolifération et d'influence	Désinformation et manipulation des systèmes d'interprétation rivaux ; production de connaissances déformées ; manipulation des modèles mentaux

²⁸ Fontanel, J., Bensahel-Perrin, L. (2010), L'intelligence économique, un facteur de sécurité internationale, Economie politique de la Sécurité Internationale (Ed. Jacques Fontanel), L'Harmattan, Paris, pp. 196-197 Voir aussi : Fontanel, J., Bensahel-Perrin, L. (2010) Fontanel, J., Bensahel, L. (2005), L'intelligence économique et la sécurité nationale, ARES, Grenoble

²⁹ Baumard P., 2002 « Les limites d'une économie de la guerre cognitive », in La manipulation de l'information, Harbulot C., Lucas D., Paris, Editions Lavauzelle.

³⁰ La doctrine 3-13 (américaine) stipule qu'un Etat peut avec un système de commandement et de contrôle centralisé, déconnecter à distance l'infrastructure d'information d'une puissance rivale.

Le gouvernement des Etats-Unis élève des barrières douanières pour empêcher la vente de certains composants de ses matériels militaires, en application des règles définies par l'OMC. Cette démarche suppose aussi des sources de renseignement importantes, en vue prévenir les crises internationales et de se préparer aux actions militaires jugées nécessaires. Les résultats économiques jouent un rôle vital dans la sécurité internationale et il est impossible de distinguer les intérêts stratégiques des intérêts économiques. Il existe une corrélation inévitable entre les crises financières, les désordres politiques et les guerres.

L'intelligence économique peut être définie comme l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution de l'information en vue de son exploitation utile en faveur des acteurs économiques. C'est une arme redoutable qui révolutionne les conditions de la compétition mondialisée des échanges. Elle intéresse à la fois le développement des entreprises et la sécurité et la défense de la nation. En effet, une puissance militaire doit s'appuyer sur une économie forte, une technologie de pointe et un système d'information efficace en vue de comprendre les stratégies des autres acteurs. Si l'intelligence économique concerne les entreprises dans un premier temps, la faiblesse des unités de production nationales constitue aussi un facteur de réduction de l'indépendance et de la force d'une nation. Le Sénat a demandé la « criminalisation » de l'espionnage économique sur le sol américain.

La guerre économique est un concept souvent utilisé pour différentes situations. Un Etat peut chercher à utiliser tous ses moyens, notamment économiques, pour obliger un pays étranger à suivre ses propres objectifs, mais cette situation de « menace » et de « contrainte », réduit singulièrement la sécurité internationale. Les Etats cherchent à renforcer leurs propres économies de multiples façons, des subventions implicites à l'embargo, le boycott, le gel d'avoirs étrangers. La violence de la compétition menace les solidarités et les valeurs humanistes du développement économique et social. Le concept de « développement durable » reste théorique dans un monde dans lequel la morale développe des valeurs extensives et élastiques. Les flux illégaux de capitaux connaissent une croissance continue, apportant leur soutien au terrorisme, au crime (Mafia sicilienne, triades chinoises, yakusa nippons, cartels de Medellin ou de Cali), à la pollution déguisée et aux fraudes transnationales (paradis fiscaux). Les estimations de ces flux sont aussi importantes que confidentielles, et leurs coûts entament le potentiel de développement des pays « vertueux ». Les dépenses pour combattre ces délits internationaux et nationaux sont considérables. Les estimations sont trop aléatoires (de 5 à 15 % du PNB mondial) pour en faire référence, mais en cette période de crise elles augmentent inéluctablement. Aujourd'hui, les mafias de légalisent. Pour la seule Italie, le

chiffre d'affaires est estimé à 135 milliards d'euros³¹. La mafia est une organisation, plus intéressée par le pouvoir que par l'optimisation de ses profits financiers, qui sait s'adapter aux changements institutionnels, elle est pérenne, elle gomme progressivement les frontières entre les activités légales et illégales

Les causes modernes des conflits, de la recherche de puissance aux causes non économiques

Si avant 1990, l'antagonisme des systèmes était présenté comme un facteur de guerre potentielle inexorable, ce n'est plus le cas aujourd'hui. On peut légitimement s'interroger sur la pertinence de l'idée marxiste selon laquelle les modes de production à leur apogée créent en leur sein leurs ennemis, lesquels vont combattre pour la victoire d'un autre système, moins consumériste, comme le retour au califat. En fait, plusieurs facteurs de guerres coexistent, de la recherche de puissance aux inégalités, des styles de vie aux pratiques religieuses intolérantes, des violences par la force des armes à la violence quotidienne des conditions de vie, sans oublier les facteurs stratégiques que l'arme nucléaire a rendu particulièrement délicat à structurer et à contrôler.

1) **Le système économique et politique international d'économie de marché est devenu la norme de la globalisation**³². Il est soutenu politiquement, militairement et économiquement par les grandes puissances, notamment par les Etats-Unis. Les menaces d'élargissement des guerres et du terrorisme n'ont jamais été aussi élevées depuis le début de ce siècle. Les effets « boomerang » des interventions militaires des grandes puissances ont souvent été au moins aussi dévastateurs que ceux qui précédaient leur action³³. Aujourd'hui, les grandes puissances appliquent encore des instruments relativement conventionnels, à faible efficacité dans le temps, voire même à « effets boomerang » quasiment garantis³⁴, pour faire prévaloir le droit qu'elles ont imposé. La France, elle-même³⁵, souhaite maintenir une politique de grande puissance, qu'elle ne maîtrise pourtant pas vraiment. Pour le reste, la Chine inquiète les Etats occidentaux, lesquels sont cependant convaincus que les nouvelles valeurs économiques de ce pays constituent un témoignage de l'avancée des idées de paix sur celles du conflit.

³¹ Champeyrache, C. (2016), Quand la mafia se légalise. Pour une approche économique institutionnaliste, Editions CNRS. Paris

³² Galbraith, J.K. (1993), Le pouvoir économique autonome, in Fontanel, J. (Ed.), Economistes de la paix, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

³³ Guilhaudis, J-F. (2013), Printemps arabe et droit d'accéder à l'indépendance, in Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris

³⁴ Guilhaudis, J-F. (2005, 2010), Relations internationales contemporaines, Litec, Paris.

³⁵ Fontanel, J, Hébert, J-P. (1997), The French policy of "Grandeur", Defence and Peace Economics, Vol. 8 (1), pp. 37-55. Coulomb, F., Fontanel, J. (2005), An economic interpretation of French military expenditure, Defence and Peace Economics.

La recherche de puissance des Etats reste bien présente³⁶, mais elle n'est sans doute pas nécessairement revendicatrice de conflits armés ou de menaces belliqueuses. Elle est souvent anesthésiée chez les petites puissances par les nécessaires alliances qu'elles doivent nouer avec les grandes puissances, sur la base d'une adhésion à des coalitions déjà constituées qui réduisent les degrés de liberté des négociations. Les BRICS se proposent de défendre une autre conception des relations internationales, mais les problèmes internes de chacun de ses membres rendent difficiles la mise en place nécessaire d'actions cohérentes communes à engager³⁷. En outre, les gouvernements de ces pays ne sont pas historiquement des alliés et leurs relations ont même souvent été plutôt tendues, comme c'est encore le cas entre la Russie et la Chine, la Chine et l'Inde, mais aussi la Chine et le Brésil, ce dernier se plaignant du taux de change trop faible du renminbi chinois³⁸ qui empêche les produits brésiliens d'être suffisamment compétitifs sur les marchés nationaux et internationaux.

Aujourd'hui, les pays du BRICS subissent les premiers éléments d'une crise sociétale grave. L'Afrique du Sud n'a toujours pas utilisé son potentiel économique pour sortir de son sous-développement relatif. Le Brésil vient de subir un marasme économique, doublé d'une crise politique majeure. La Russie subit deux facteurs négatifs sur la croissance de son économie. D'abord, le prix du pétrole reste aléatoire et a fortement diminué. Ensuite, suite à l'affaire de Crimée et du Donbass, elle subit les sanctions économiques, qui touchent principalement les entreprises pétrolières et les banques, mais la Russie, en rétorsion, a décrété un embargo sur les importations agro-alimentaires de l'Union européenne. Ces mesures européennes ont été prorogées jusqu'en janvier 2017. L'Inde sort difficilement de ses inégalités sociales et territoriales et les problèmes religieux et ethniques renaissent. La Chine subit une réduction forte de sa croissance, mais surtout elle souffre d'un endettement considérable (soit 65 % pour la dette publique, 145 % pour les entreprises, principalement publiques, et 40 % pour les ménages)³⁹, qui, s'il continuait à croître aussi rapidement, pourrait être à l'origine d'une nouvelle crise financière. Aujourd'hui, ces prêts étant accordés par les banques publiques, l'Etat a aussi les moyens de les renflouer. En outre, si le yuan a un niveau d'internationalisation faible concernant les paiements internationaux (de l'ordre de 2%, contre 31% pour l'euro et 42% pour le dollar), notamment parce qu'il n'est encore que partiellement convertible, il intervient dans 30% des opérations

³⁶ Guilhaudis, J-F. (2005, 2010), Relations internationales contemporaines, Litec, Paris. Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, Collection Repères, Edition La Découverte, Paris, 1984 (120 pages) Réédition.

³⁷ Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), Les BRICS, un concept statistique devenu une force politico-économique mondiale organisée, in Mohammed Matmati, Basculent économique & géopolitique du monde. Poids et diversité des pays émergents, L'Harmattan, Paris, 2013.

³⁸ Le renminbi (RMB), la « monnaie du peuple » est le nom officiel de la monnaie chinoise. Le yuan est le nom de la monnaie plus souvent utilisée comme unité de compte.

³⁹ Les collectivités locales sont très endettées, notamment auprès d'établissements non régulés. Il en va de même des entreprises publiques, qui sont classées parmi les créances douteuses.

de financement mondial de l'import-export⁴⁰. Dans les années à venir, en fonction de l'hétérogénéité des taux de croissance des économies nationales et des évolutions souvent aléatoires du dollar, le yuan pourrait s'inscrire dans les réserves internationales, à condition que ses restrictions à la convertibilité soient levées.

2) Les Etats-Unis se sont servis de sa force pour éviter de parler des limites de la croissance. Il est certain que si le mode de production engagé aux Etats-Unis était appliqué dans tous les autres pays les ressources énergétiques et des matières premières seraient rapidement épuisées. Il est évident que les pays en voie de développement n'atteindront pas le niveau de vie des citoyens américains, sauf exceptions liées à la découverte de nouveaux gisements. Les conflits armés, les menaces d'actions militaires, les conflits internes violents n'inquiètent pas les économistes, malgré le poids historique des guerres dans le développement des économies les plus puissantes. Pourtant, l'accaparement des richesses ne peut se faire sans la disposition d'une puissance nationale fondée sur la menace de coercition.

La puissance militaire a toujours joué un rôle central dans l'économie mondiale⁴¹. La Pax americana, malgré les échecs du Vietnam, est bien toujours présente, armée et active. Cependant, la puissance militaire a perdu son pouvoir de prédation et de domination ultime. Si l'empire américain semble encore capable de lutter contre l'anarchie mondiale et de faire respecter l'ordre économique, financier et commercial, il est aujourd'hui contesté. La question est de savoir si l'ordre peut être imposé. L'effort militaire n'est pas suffisant pour imposer une loi d'hyper puissance. Tous les conflits de ces dernières années mettent en évidence cette impuissance relative de la plus grande puissance militaire au monde, capable potentiellement de détruire sans pour autant imposer sa loi et reconstruire à son image.

Les empires se sont bâtis sur la violence, l'esclavage, le pillage et une administration publique « efficace ». Le contrôle était plus ou efficace du fait de la distance, du coût d'entretien des armées, de l'aversion à l'impôt et d'un éloignement progressif de génération en génération avec la métropole. Le processus de décolonisation et les nouvelles technologies ont progressivement changé la donne. Les Etats-Unis dominent aujourd'hui l'orientation de l'économie mondiale globalisée. Pour Ferguson⁴², les instances internationales

⁴⁰ Les entreprises chinoises ont le droit aujourd'hui d'utiliser le renminbi pour leurs opérations d'import-export, alors qu'elles le faisaient traditionnellement en dollars

⁴¹ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris. Smith, R. (2010). *Sécurité internationale et crise économique internationale*. In J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan. Smith, R., & Fontanel, J. (2008). *International security, defence economics and the powers of nations*. In Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), *War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development*. London: Emerald. Smith, R., & Fontanel, J. (2010). *International security. Politics, Policy, Prospects*.

⁴² Ferguson, N. (2004), *Colossus : The Price of America's empire*, Penguin Press, NY.

sont au service des Etats-Unis, grâce à une administration solide, à sa puissance économique et à sa force militaire. Cependant, l'indépendance nationale de nombre de pays est souvent feinte. Si la force militaire n'est employée qu'accessoirement, elle influence toutes les politiques des Etats et leur acceptation d'un système dont ils mesurent souvent l'importance réduite accordée à la notion d'équité.

Ainsi, après la guerre du Vietnam perdue politiquement, à l'exception de Grenade et de Panama, jusqu'en 1991, les USA ont résisté à l'emploi de la force. La première guerre irakienne a été facile, en terrain découvert, face à des forces militaires bien connues. L'hypothèse de l'hyperpuissance américaine a connu un démenti pendant les conquêtes d'occupation en Irak et en Afghanistan. Les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'optimisme affiché initialement du fait de l'urbanisation, de l'évolution des armements, de l'accueil hostile de la population autochtone, de la présence obsédante des médias, de la faible durée de service d'un occupant et de son coût dans une armée technologique qui ne considère plus ses militaires comme de la « chair à canons ». Dans le monde moderne, la guerre coûte trop cher ou alors elle détruit tout. L'échec américain en Irak et en Afghanistan a bien été enregistré, les coûts se sont concentrés sur les coûts d'opportunité, notamment les investissements sociaux. Les bons d'Etat américains restent toujours un refuge pour tous les pays, ils représentent des armes bien plus puissantes que les moyens militaires⁴³.

Le style de vie, incompatible avec certaines visions religieuses extrémistes, est la cible d'un terrorisme aveugle qui marque la volonté de détruire un système de consommation de masse haï, auquel la substitution d'une règle religieuse intolérante est proposée. Dans ce cas, le conflit est difficilement contrôlable, puisqu'il se développe à l'intérieur même des sociétés, les « combattants » de leur foi agissent violemment sans pourtant être en mesure de remettre en cause l'existence du système économique et social lui-même. Cependant, l'existence de l'Etat islamique est sans doute le résultat de toutes les interventions militaires étrangères dans la région, dont les effets n'ont pas été ceux qui étaient attendus par les grandes puissances et notamment par les Etats-Unis⁴⁴.

Selon Edward Luttwak⁴⁵, six grandes mutations sont à venir :

- Une dérégulation des cadres légaux, socioculturels et politiques des marchés.
- Une désintermédiation au sein des filières traditionnelles, ainsi qu'une porosité de leurs frontières traditionnelles.
- Une fragilité accrue des positions concurrentielles, liée à la fois à des phénomènes de concurrences intra-zones, et à un niveau d'éducation supérieur

⁴³ Gordon, R. (2012) Is US Economic growth over ?, Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

⁴⁴ Guilhaudis, J. F., & Fontanel, J. (2003). Africa Facing the War in Iraq: A Decisive Voice. African Geopolitics, (11), 9-22.

⁴⁵ Luttwak, E.N. (1990) From Geopolitics to Geo-Economics : Logic of Conflict, Grammar of Commerce, The National Interest, n°20 (Summer). Luttwak, E. (1995). *Le rêve américain en danger*. Odile Jacob. Paris
Luttwak, E.N. (1999), *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.

des sphères de consommation.

- Une externalité croissante des politiques stratégiques, liée à la fois à l'apparition de situations de coopération/concurrence inévitables, et à un mouvement d'externalisation des fonctions vitales des organisations
- L'ouverture des frontières, la libéralisation des échanges et les progrès de la technologie ont favorisé l'apparition de firmes multinationales dotées de stratégies mondiales. La puissance s'exerce dorénavant de manière plus douce, sans recours à la coercition. À tel point, si l'on en croit certains analystes, elle se rapproche de ce que Joseph S. Nye a qualifié de soft power.
- Avec la fin de la Guerre froide, les capacités militaires des États développés ne constituent plus, de loin, le principal facteur de leur puissance sur la scène internationale⁴⁶. Pour Edward Luttwak, le nouvel ordre international suppose que l'arme économique remplacera l'arme militaire comme instrument au service des États dans leur volonté de puissance et d'affirmation sur la scène internationale. Les menaces militaires et les alliances ont perdu leur importance avec la pacification des échanges internationaux. Les priorités économiques ne sont plus occultées et passent au premier plan.

3) La globalisation ne profite pas également à tous les États. Il en résulte des luttes sournoises ou ouvertes concernant l'appropriation des richesses qui ne manquent pas d'inquiéter à terme, surtout avec l'émergence récurrente de crises financières au coût social considérable⁴⁷. Les aides des organisations économiques internationales ne sont pas très efficaces pour limiter les risques de conflits entre les pays ou de guerres civiles⁴⁸. Les organisations non gouvernementales jouent aussi un rôle croissant dans le système économique mondial globalisé, mais leur influence, leurs méthodes et leurs actions ont parfois été contestées⁴⁹. Enfin, le concept de PIB reste un instrument d'analyse intéressant, mais il comporte aussi de graves insuffisances concernant les

⁴⁶ L'information sur les dépenses militaires des États reste un facteur important dans l'idée que les États se font de la puissance de leurs homologues. Elle dévoile une politique de puissance ou de défense d'un pays, en fonction du détail des données détaillées rendues disponibles soit par les États, soit par des organismes publics ou indépendants. Cars, H. C., & Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In Peace, defence and economic analysis (pp. 250-265). Palgrave Macmillan UK. Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. *United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure* (2015) In Paix et sécurité européenne et internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>. Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. 2016-<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>

⁴⁷ Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris. Courlet, C., Fontanel, J. (2003), Les conséquences sociétales de la globalisation, in « Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes, Débats, PUG, Grenoble, 2003. Fontanel, J. (2005), La globalisation en « analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs, Coll. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institut, Lisboa.

⁴⁸ Kauffmann, M. (2006). Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC. L'Harmattan, Paris: Collection La Librairie des Humanités.

⁴⁹ Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2009). Les organisations non gouvernementales, L'homme au cœur d'une mondialisation solidaire. Paris: Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan.

comparaisons internationales et intertemporelles, son contenu, sa faible prise en compte des dommages environnementaux (toute production étant positive) et son poids excessif accordé au monde marchand.

Tableau 11 - PIB en dollars courants et taux de croissance de quelques pays significatifs de 1960 à 2015⁵⁰

Pays	PIB 1960 (\$ courants)	PIB 2015 (\$ courants)	Coefficient d'augmentation
Algérie	2.723	166.939	61
Australie	18.568	1.339.539	72
Bangladesh	4.275	195.079	46
Belgique	11.658	454.039	39
Bénin	226	8.456	37
Bolivie	563	33.197	59
Brésil	15.566	1.774.725	114
Burkina Faso	330	11.099	34
Burundi	196	3.085	16
Cambodge	637	18.050	28
Cameroun	618	29.198	47
RCA	112	1.503	14
Chili	4.211	240.216	57
Chine	59.184	10.866.444	183
Colombie	4.041	292.080	72
Côte d'Ivoire	546	31.752	58
Danemark	6.249	295.164	47
Equateur	1.010	100.872	100
France	62.651	2.421.683	39
Grèce	4.447	195.212	44
Inde	37.679	2.073.543	55

⁵⁰ World Bank (2016) ; GDP (current US\$) <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>

Irak	1.684	168.609	100
Irlande	1.933	238.020	123
Japon	44.307	2.123.257	48
Corée Sud	3.892	1.377.873	354
Luxembourg	704	57.794	82
Madagascar	673	9980	148
Malaisie	1.916	296.218	155
Mexique	13.056	1.144.331	88
Maroc	2.037	100.359	49
Nigéria	4.196	481.066	115
Pakistan	3.707	269.972	73
Afrique du Sud	7.363	312.798	43
Royaume-Uni	72.328	2.848.755	39
USA	543.300	17.946.996	33

Tableau 12. PIB par habitant en parités de pouvoir d'achat de 1990 et 2015⁵¹

Pays	PIB par habitant en PPA 1990	PIB par habitant en PPA 2015	Coefficient d'augmentation
Algérie	10.239	13.823	1,35
Australie	28.572	43.655	1,53
Bangladesh	1.290	3.137	2,43
Belgique	30.411	41.138	1,35
Bénin	1.456	1.986	1,36
Bolivie	3.707	6.476	1,75
Brésil	10.246	14.455	1,41
Burkina Faso	821	1.562	1,90
Burundi	1.049	693	0,66
Cambodge	NI	3.278	NI
Cameroun	2.798	2.939	1,05
RCA	943	562	0,60
Chili	9.244	22.145	2,39
Chine	1.516	13.400	8,84
Colombie	7.534	12.998	1,73
Côte d'Ivoire	3.220	3.290	1,02
Danemark	33.256	43.415	1,31
Equateur	7.472	10.718	1,43
France	29.424	37.306	1,27
Grèce	21.070	24.617	1,17
Inde	1.773	5.730	3,23
Irak	11.516	14.018	1,22
Irlande	21.292	51.899	2,44

⁵¹ World Bank (2016), GDP per capita, PPP (constant 2011 international \$)
<http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.PP.KD>

Japon	29.550	35.804	1,21
Corée Sud	12.087	34.387	2,84
Luxembourg	56.437	95.553	1,69
Madagascar	1.661	1.373	0,83
Malaisie	10.451	25.308	2,42
Mexique	12.547	16.502	1,32
Maroc	3.901	7.361	1,89
Nigéria	3.030	5.639	1,86
Pakistan	3.057	4.745	1,55
Afrique du Sud	10.364	12.390	1,19
Royaume-Uni	26.618	38.658	1,45
USA	37.062	52.549	1,42

Le tableau 11 donne quelques indications sur l'évolution de la croissance économique et de la puissance des Etats. On peut ainsi constater que :

- Les pays en guerre civile ont connu une croissance nettement plus faible si l'on compare leurs PIB (en dollars courants) avec ceux des pays qui sont restés dans une situation de paix relative. C'est le cas du Burundi ou de la République Centre Afrique.

- L'Irak qui a connu deux guerres a pour autant vu son PIB en dollars courants être multiplié par 100. Il faut dire que cette économie a profité de l'exploitation du pétrole, que sa croissance a connu un certain développement pendant la période de la seconde guerre, au regard des dépenses engagées par les troupes occupantes. Aujourd'hui, avec l'embrassement du pays, le PIB va diminuer et, sans le soutien des Alliés, subir une crise économique considérable que seule l'exportation du pétrole peut limiter.

- Sur le long terme, il y a un rattrapage de développement pour de nombreux pays en situation de sous-développement en 1960. Cependant, les pays africains, gangrenés n'ont pas encore pris le virage pour un développement solide, indépendant des forces politiques et économiques qui se déchirent pour l'exploitation des matières premières et pétrolières.

Le Tableau 12 indique l'évolution du pouvoir d'achat moyen des mêmes pays. On constate que certains pays subissent une perte de leur pouvoir d'achat. Il faut noter cependant que l'augmentation du PIB par habitant des Etats-Unis représente plus que la part complète dont dispose l'Algérien, le Bangladeshi, le Béninois, le Bolivien, le Brésilien, le Burkinabé, le Burundais, le Cambodgien, la Camerounais, le Centrafricain, le Colombien, l'Ivoirien, l'Equatorien,

l'Irakien, le Malgache, le Marocain, le Nigérian, le Pakistanais ou l'Africain du Sud. L'inégalité reste forte, même si elle se réduit en pourcentage. Les pays qui pratiquent des politiques de « paradis fiscaux » obtiennent des résultats économiques étonnants (Luxembourg, Irlande ou Belgique), malgré des crises économiques (Irlande) et politiques (Belgique) profondes.

4) Une société inégalitaire ne crée pas les solidarités nécessaires. Elle provoque des tensions graves sur les marchés de l'emploi et sur la consommation de biens publics et privés⁵². En 20 ans, les salaires réels aux Etats-Unis ont baissé pour 90 % des citoyens⁵³. La croissance profite aux actionnaires et aux « top managers », mais pas à tous les citoyens des pays dans leur ensemble. Les frères Koch et la famille Walton ont une fortune équivalente à celle de 45 % de la population américaine la plus pauvre. Or, ces familles ne souhaitent pas payer d'impôts pour tous les investissements publics nécessaires. L'optimisation, l'évasion et la fraude fiscales sont considérables et posent à terme les bases de conflits interétatiques considérables, qui pourraient avoir des relents d'actions militaires si les négociations ne débouchent pas. Il y a une prédation des intérêts privés sur les intérêts publics, jusqu'à présent rendu plutôt secrets. Aujourd'hui, depuis l'affaire des Panama's Papers, l'importance de tous ces trafics est mise en évidence. Par d'autres sources, notamment allemande, la seule banque UBS a ouvert entre 2006 et 2008 plus de 45.000 comptes numérotés (donc secrets). Si le fisc français a pu débusquer près de 5000 fraudeurs, l'anonymat reste la règle. Il s'agit maintenant à la fois de justifier les sources de l'information donnée (par le fisc allemand, mais comment ?) et de déterminer les responsables avant que la prescription légale les exonère de toute poursuite. En outre, comment connaître les autres comptes créés depuis 2008 ? Influencé par des organisations internationales et des Etats lésés, les autorités suisses commencent à accepter une plus grande transparence des comptes, mais les avocats contestent la capacité du gouvernement helvète à fournir des informations rendues secrètes par la loi nationale au temps de la création des dépôts. L'évasion fiscale organisée pose un problème considérable concernant le développement économique des pays lésés et souvent endettés⁵⁴.

Cela remet en cause la notion de démocratie, car il y a aujourd'hui une concentration du pouvoir politique et économique entre les mains de très peu de personnes. L'augmentation du chômage et de la pauvreté dans de nombreux pays constitue une menace intérieure dont le degré de violence, aujourd'hui bien contenue, pourrait soudain remettre en cause les règles économiques et financières qui règnent dans le capitalisme. En outre, du fait de la complexité du

⁵² Kuttner, R. (2015), *The political roots of Widening inequalities*, The American Prospect, Spring. Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris ;

⁵³ Kuttner, R. (2015), *The political roots of Widening inequalities*, The American Prospect, Spring. Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris ;

⁵⁴ Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous*, Collection « Les idées et les théories à l'épreuve des faits », L'Harmattan, Paris, à paraître.

monde, il est aujourd'hui difficile de débattre correctement au Congrès des questions de politique étrangère et encore plus de sécurité⁵⁵. Autrement dit, dans la masse d'information qui assaille l'ensemble des populations des pays développés, les plus importantes restent secrètes ou noyées dans un flux continu de données particulièrement difficiles à structurer, à synthétiser et à utiliser pour contester les pouvoirs en place.

5) La sécurité des personnes est offerte de manière inégale dans le monde. Les infrastructures militaires, la surveillance automatique, les contrôles dans les voies d'accès aux aéroports, ports ou postes frontières ont été renforcés. L'accès à la sécurité pose le problème de l'équité. L'Etat se doit d'offrir à chaque citoyen une participation équitable à la sécurité personnelle, ce que le processus de libéralisation ne favorise guère. La globalisation produit des effets pervers qui facilitent les actes délictueux soit envers les personnes (activités criminelles) soit envers l'Etat (fiscalité). Les nouvelles technologies se développent comme la biométrie ou les satellites de surveillance. Le marché civil de la sécurité continue de croître, notamment en faveur des entreprises et des personnes aisées, mais aussi des groupes terroristes qui utilisent des instruments sophistiqués (comme les virus informatiques par exemple), pour réaliser leurs actes criminels.

Les actes de corruption et de recherche de bénéfice maximal sans référence aux conséquences des opérations pour les hommes sont courants. Ainsi, les sociétés Vitol et Trafigura⁵⁶, établies en Suisse, affrètent de Rotterdam, Amsterdam ou Anvers des tankers de pétrole officiellement destinés à Gibraltar, mais en route directe pour les pays africains. La qualité de la cargaison, dite de « qualité africaine », est fabriquée à dessein, en mélangeant des produits pétroliers semi-finis à d'autres substances pétrochimiques souvent ajoutés pendant le transport, en pleine mer. Cette vente de diesel et d'essence toxiques est très nocive pour la santé et l'environnement, car les produits ainsi distribués recèlent une teneur de soufre très élevée (jusqu'à mille fois supérieure aux normes européenne) avec des émissions considérables de particules fines, un cocktail particulièrement cancérigène et producteur de maladies respiratoires. Ces sociétés ont une position dominante en Afrique, elles ont des parts dans les champs pétroliers et les moyens de transport. Les bénéfices énormes de ces opérations pour des produits qui ne peuvent pas être écoulés dans les pays développés sont rendus possibles grâce à la corruption, au manque d'information et à l'incapacité des gouvernements africains de réclamer des produits de meilleure qualité au regard des coûts supplémentaires qui pourraient être demandés par les courtiers. Les sociétés connaissent tous les dangers de ces

⁵⁵ Damon, S. (2015), Economists for Peace & Security, Newsletter, Volume 27, Issue 1, March 2015.

⁵⁶ Public Eye (2016), Dirty Diesel. How Swiss Traders Flood Africa with Toxic Fuels. https://www.publiceye.ch/fr/medias/communique-de-presse/les_negociants_suissees_inondent_lafrique_de_carburants_toxiques/

produits et ils réalisent d'énormes profits au détriment de la santé de la population africaine. Peu importe donc que la production et la vente de carburants toxiques violent le droit à la santé des populations, la cupidité sans limite des hommes n'a pas de limite éthique.

L'affaire Volkswagen concernant l'existence d'un logiciel truqueur pour masquer les résultats des émissions polluantes met en évidence l'absence d'éthique des constructeurs de bonne réputation. Le ministre des transports allemands a accusé Fiat Chrysler Automobiles d'en avoir fait autant sans recevoir de sanctions. La concurrence internationale et la recherche du profit (mais aussi de la survie industrielle) conduit les firmes à négliger les intérêts et la santé des consommateurs et des citoyens.

6) Quelles formes de violence faut-il prioritairement contrôler ? Pour le FMI et l'OMC, il faut continuer à éliminer les obstacles et à prévenir l'installation de nouvelles mesures défavorables à l'essor du commerce international⁵⁷.

Une hypothèse et une nouvelle contrainte, partiellement opposées, sont alors exprimées :

- D'abord, le système international concerté issu de l'effondrement du bloc soviétique propose l'ouverture du commerce mondial, lequel est analysé comme un facteur de progrès économique pour tous les Etats participants et comme un instrument généralisé de lutte contre la misère et la pauvreté.
- Ensuite, le concept de développement « soutenable » ou « durable » défendu par la plupart des organisations internationales rappelle que l'amélioration à court terme des conditions de vie de chacun ne doit pas remettre en cause le potentiel de développement économique des générations futures. Cette analyse remet indirectement en cause les valeurs « équilibrantes » et « novatrices » du marché. Il faut donc déterminer des limites à la soif immédiate du profit, par une intervention publique destinée à éviter les gaspillages, à lutter contre le changement de climat, à réduire les aléas technologiques et à maintenir un « ordre » politique et économique acceptable au regard de la violence des rapports de force, de la dégradation des écosystèmes ou de l'épuisement des ressources non renouvelables, autant de facteurs qui touchent d'abord les pays et les régions les moins développées et les moins en situation de faire face aux chocs d'un développement inégalitaire.

Aujourd'hui, la globalisation économique n'est pas vraiment remise en cause, elle est toujours perçue par la plupart des entités étatiques comme un processus marchand favorable au développement économique et à la lutte contre la pauvreté. Or, sans repères et mesures préventives, la croissance économique

⁵⁷ Dadush, U. (2015), The Truth About Trade, Carnegie Endowment for International Peace/Foreign Affairs – Article - November 18, 2015 <http://carnegieendowment.org/2015/11/18/truth-about-trade>

qu'elle produit n'est ni soutenable, ni favorable à l'amélioration du niveau de vie des plus démunis⁵⁸. Ce n'est d'ailleurs pas son objectif. L'école de pensée 'Freedom from Fear' considère que la sécurité humaine a pour objet la protection des individus devant le danger des conflits violents. Dans ce contexte, la pauvreté, les inégalités ou les pollutions n'entrent pas directement dans cette définition. Il convient d'abord d'éviter les conflits armés, d'assurer la protection de chaque citoyen face à la violence physique ou morale et de créer une assistance d'urgence pour combattre ces voies de faits réels ou potentiels. L'école « Freedom from Want » défend une conception plus holistique de la sécurité. Elle souligne que la pauvreté est responsable de bien plus de décès et de blessures que l'utilisation des armes à feu ou des actes de violence proprement dits⁵⁹. Elle considère que la sécurité implique à la fois un comportement non violent, le respect de la satisfaction des besoins essentiels et des droits de l'homme.

Depuis 1990, les menaces n'ont pas diminué et les cycles économiques ont mis en évidence leurs conséquences en termes de précarité et d'injustice pour les populations souvent les plus démunies. Les crises financières ont touché les grandes puissances économiques, mais aussi le Mexique, la plupart des pays asiatiques, la Russie, l'Argentine, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne ou la Chine. Aujourd'hui, la sécurité ne peut plus seulement être analysée sous l'angle rustique de la défense nationale ou de la puissance militaire. La sécurité économique et humaine inclut aussi l'application systématique du droit dans la résolution des conflits ethniques ou civils⁶⁰, le fonctionnement négocié des organisations économiques, financières et environnementales mondialisées ou régionalisées⁶¹, et la loyauté de tous les Etats concernant le respect des droits de l'homme.

7) Le développement économique contemporain n'est plus compatible avec l'idée d'un développement durable (ou soutenable). Une nouvelle ère s'ouvre. Les Etats restent les acteurs les plus importants dans l'organisation du système politique et économique international, mais ils sont souvent influencés par des forces économiques dont les intérêts ne correspondent pas souvent aux choix de l'ensemble de la collectivité. Ils définissent individuellement et collectivement des lois nationales et internationales qui permettent les échanges et qui réduisent les potentiels de conflits internes ou externes. L'efficacité des organisations internationales dépend de la volonté des Etats de soutenir leurs activités. Elle souffre du fait que les institutions qui s'occupent des marchés sont différentes de celles qui ont pour objet de faciliter les négociations sur la

⁵⁸ Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoéconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

⁵⁹ Sen, A. (1981). Poverty and famines: An essay on entitlement and deprivation. Oxford: Oxford University Press.

⁶⁰ Le droit peut évidemment être modifié, mais en respectant les règles démocratiques.

⁶¹ Fontanel, J. (1981), Organisations économiques internationales, Masson, Paris, 1995 2nd Ed. (186 pages).

sécurité internationale. Si cette séparation peut être utile pour ne pas faire dépendre le progrès des négociations des unes à celles des autres, elle ne permet pas toujours d'éviter qu'une décision positive dans une sphère ne conduise aussi à des effets négatifs dans l'autre sphère. Si les Etats s'interdisent dans le monde moderne de s'engager dans la prédation guerrière ou colonialiste d'un autre pays, les grandes puissances souhaitent aussi avoir leur indépendance pour développer leurs ressources stratégiques de sécurité. Les inégalités de puissance produisent aussi des effets de domination volontaires. Elles sont caractérisées par une économie forte, une monnaie solide et internationalement acceptée, un contrôle de ses communications et de ses besoins en énergie, une politique diplomatique active, une vie culturelle attractive, mais aussi la disponibilité d'une force nucléaire et d'une capacité à agir en-dehors de ses frontières pour maintenir et assurer, par la force si nécessaire, les transferts des ressources vitales à leur économie.

Une approche élargie de la sécurité souligne l'importance de plusieurs strates, du niveau individuel au système mondial globalisé, en passant par les niveaux nationaux ou d'alliances formelles ou informelles entre les Etats. Elle implique la prise en compte des relations économiques, humaines et sociales des priorités portant sur le devenir de la planète dans le cadre des rapports de puissance militaires ou économiques, conscients ou non. La sécurité des hommes exige une réflexion multidisciplinaire concernant les droits de l'homme, l'organisation structurelle des collectivités étatiques et interétatiques, les stratégies des acteurs économiques, politiques et religieux ou encore la diversité relative des politiques « réalisables » disponibles à court ou plus long terme, sans engager de nouvelles tensions belligènes. Elle devrait être dépendante du concept de « développement durable », mais les tactiques des pays ou des firmes conduisent souvent à privilégier le court au long terme. Elle suppose enfin de développer en priorité la lutte contre l'extrême pauvreté, la mise en place de structures politiques respectant les principes des droits de l'homme, le refus des discriminations et la protection de l'environnement⁶².

8) La prédation reste un facteur important des conflits potentiels. Avec les découvertes de nouvelles sources d'énergie ou de matières premières, les Etats s'engagent parfois dans des stratégies susceptibles de leur apporter, par la force ou la menace, des avantages économiques conséquents. L'exemple de la Chine est à cet égard évocateur. La question de la mer de Chine méridionale se pose aujourd'hui. L'archipel de Spratleys n'a longtemps présenté que bien peu d'intérêt pour les pays limitrophes. Les îles appartiennent à la fois au Vietnam, à la Malaisie, à Taïwan et aux Philippines. Cependant, la découverte de gaz et de pétrole (11 milliards de barils et de mètres cubes) dans le sous-sol appartenant à

⁶² Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a General Concept of Economic and Human Security, in R. Bellais (Ed.), The Evolving Boundaries of Defence : An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities, Emerald, Bingley, UK.

la zone économique des Philippines a réanimé les intérêts géopolitiques et géoéconomiques de la Chine, puis de ses voisins. La Chine convoite à la fois les zones de pêche (son attitude à l'égard des bateaux de pêche vietnamiens est sans équivoque), mais surtout le gaz et le pétrole disponibles dans la mer de Chine. Le Vietnam lui-même présentent certaines revendications territoriales, notamment sur les îles de Paracel (occupées par la Chine) et de Spartleys. Il considère que la défense de la souveraineté nationale sur ces îles est primordiale, c'est la base de toute l'action de l'Etat, avant même le maintien d'un environnement pacifique ou l'exploitation des ressources naturelles des territoires concernés.

Depuis 2010, Pékin engage, en silence, des travaux de poldérisation, avec trois pistes militaires suffisamment longues pour recevoir des avions de grande capacité. Pékin installe des bases militaires sur des îles artificiellement créées sur des récifs, en face de petites îles longtemps abandonnées ou négligées par le régime philippin. Il considère que ces îles n'ont jamais appartenu à quiconque. Il interdit l'accès aux navires étrangers à 12 milles marins des côtes et elle considère qu'elle bénéficie d'une zone économique exclusive de 200 milles. L'Etat des Philippines, soutenu par le Japon, lui-même en conflit de souveraineté avec la Chine sur les îles de Senkaku (elles mêmes disposant sans doute de gisements pétroliers), a déposé une demande d'arbitrage international, à l'encontre des opérations chinoises.

La Cour permanente de Justice internationale de La Haye a été saisie, elle va sans doute donner raison aux Philippines. Cependant, les forces militaires chinoises installées ne seront sans doute pas très réceptives à ses délibérations et décisions. Les grandes puissances viennent seulement de comprendre la stratégie chinoise⁶³, mais il est sans doute un peu tard pour la contrecarrer et lui fixer des normes applicables. Xi Jinping peut utiliser les arguments nationalistes face à une crise économique qui inquiète le pouvoir en place.

L'armée, dont il est requis d'abord la loyauté, est un élément clé de la stabilité du régime « communiste » chinois de Xi Jinping. Le budget militaire est prioritaire, en vue de moderniser l'armée, de défendre les frontières des zones de souveraineté contestées et de faire face aux nouvelles ambitions nationales, notamment la défense des intérêts de la Chine à l'étranger. Le secteur militaire devient un instrument essentiel de sa politique étrangère. Il s'agit à la fois de concurrencer la stratégie américaine en Asie, mais aussi de développer un rôle dominant dans l'espace de la mer de Chine. Pékin se permet alors d'être plus agressif, notamment à l'encontre des Philippines ou du Vietnam dont les zones de souveraineté reconnues par la communauté internationale constituent des obstacles à ses prétentions économiques. La Chine est convaincue que les Etats-Unis cherchent à endiguer son développement économique et politique.

⁶³ Thibault, H. (2016), Mer de Chine. Pékin emménage au large, Le Monde, 29-30 mai. P.10-12.

En réponse, les Etats-Unis viennent de lever l'embargo sur les ventes d'armes au Vietnam, en vue de limiter la puissance chinoise dans la zone et de resserrer les relations politiques et économiques des deux pays. Cette décision peut devenir le point de départ d'une nouvelle course aux armements dans la région, avec une supériorité évidente de la Chine à l'égard des Philippines ou du Vietnam, sauf si le gouvernement des Etats-Unis développe une alliance militaire avec ces deux pays. On peut aussi s'attendre à un refroidissement des relations entre Pékin et les puissances occidentales, soucieuses du respect des lois et normes maritimes internationales. Certes, la Chine pourrait être contrainte de respecter les décisions formulées à La Haye, mais le gouvernement des Etats-Unis n'engagera aucune manœuvre militaire dans la région pour les faire respecter, même si 60 % de l'US Navy se situe proche de la zone de conflit. Dans le cadre d'une concertation entre les Etats, il est probable que la Chine va obtenir, a minima, la création de co-entreprises à l'amiable qui donneront à la Chine un droit important pour gérer ces fonds marins. Cette solution pourrait trouver une oreille attentive de Manille notamment, mais les pays voisins de la Chine commencent aussi à se méfier de sa politique et à chercher des alliés. Après l'effondrement de l'URSS, les Philippines avaient demandé aux Etats-Unis de quitter les bases militaires que ce pays disposait sur le territoire national. Aujourd'hui, Manille vient d'accepter la réouverture de cinq nouvelles bases aériennes aux troupes américaines. Par son attitude agressive, la Chine redonne aux Etats-Unis une légitimité d'action dans une zone dans laquelle elle avait perdu une partie de son influence avec la guerre du Vietnam.

9) Les facteurs stratégiques sont toujours des facteurs de guerre. Il suffit de rappeler la guerre de Crimée de 2014 pour en avoir une idée plus ou moins précise. Vladimir Poutine a manifesté son refus ferme à la signature de l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne, perçue comme une adhésion rapide à l'OTAN. La Russie ressent cet effet d'encerclement que veulent lui imposer les pays de l'Ouest qui la considère comme son plus grand ennemi potentiel. Toute l'opération lui a semblé être montée par les Etats-Unis et l'Europe. L'Occident disposait alors de l'avantage diplomatique et politique et il fixait le tempo des événements. Le rattachement de la Crimée dans l'espace d'influence indirecte de l'OTAN constituait, pour la Russie, une défaite insupportable⁶⁴. Inéluctablement, Sébastopol, son port militaire des mers chaudes, allait être récupéré par une organisation militaire qui menace directement la sécurité nationale. Les membres des pays de l'Est continuent à dénoncer le pouvoir totalitaire russe et ils réclament même une présence permanente des forces de l'OTAN sur leurs territoires, à l'instar de la Pologne ou des pays baltes, en insistant sur la militarisation de Kaliningrad et les forces

⁶⁴ Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, in « Union européenne-Russie : une relation particulière », sous la direction de Eric Brunat, Georges-Henrin Soutou et Frédéric Turpin, Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry.

russes disponibles en Biélorussie. De même, si le secrétaire général de l'alliance a souhaité réfuter l'idée selon laquelle le projet de défense antimissile américain en Europe n'est pas dirigé contre la Russie, ce bouclier ne semble pas être destiné à contrer les seules menaces venues du Proche-Orient.

La stratégie militaire de la Russie dans l'affaire de la Crimée s'est inspirée des enseignements de Sun Tzu (Sun Tse), qui consiste à utiliser la ruse pour conduire l'ennemi à refuser le combat direct et réaliser son objectif sans combattre. Dans ces conditions, Vladimir Poutine a choisi d'abord une stratégie de silence, en appuyant les citoyens de Crimée russophones par des troupes non clairement identifiées, ce qui lui a permis de relever les hésitations de ses adversaires. Il avait la preuve que les Etats-Unis finançaient l'opposition, ce qui n'était pas conforme avec le respect du droit international. Le départ de Viktor Ianoukovitch, démocratiquement élu, et son remplacement par Arseni Iatseniouk, ne témoignaient pas, à l'évidence, du respect de la démocratie parlementaire, cheval de Troie des pays occidentaux. Dès lors, Vladimir Poutine a proposé le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (principe toujours revendiqué par le droit international). La demande d'union de la Crimée à la Russie était alors inéluctable au regard des exigences de l'opposition ukrainienne. La légitimité du vote par les citoyens de Crimée pour un détachement de l'Etat ukrainien et une demande d'union à la Russie, malgré les critiques virulentes de Washington et Bruxelles, semble bien plus légitime pour les Russes que les opérations engagées par les émeutiers de Kiev. La démocratie a fourni son verdict. Les puissances occidentales ont été prises de court⁶⁵.

10) La guerre est parfois engagée pour de mauvaises raisons, sur la base de stratégies inadéquates. Après Tony Blair qui a fait l'objet d'un rapport accablant pour l'intervention britannique en Irak aux côtés des Etats-Unis en 2003⁶⁶, le Rapport de la House of Commons considère que David Cameron est, in fine, responsable du chaos politique et militaire que subit le peuple libyen, même si l'élan initial de cette opération est venue de Paris⁶⁷. Il l'accuse d'avoir suivi une stratégie incohérente, sur la base d'une compréhension erronée de la situation politique en Libye, concernant notamment le poids des mouvements islamistes. Dans ce rapport, il est indiqué que, de son côté, Nicolas Sarkozy avait aussi engagé cette opération pour obtenir une part plus importante dans la production du pétrole libyen, d'accroître l'influence de la France dans la région et de répondre à l'objectif de Kadhafi de concurrencer la France en Afrique francophone. Le Rapport ajoute que l'intérêt personnel de Nicolas Sarkozy était

⁶⁵ Comment accepter les arguments de la communauté internationale pour justifier l'indépendance de nombreux Etats dans les Balkans s'ils ne sont plus applicables au cas de la Crimée ?

⁶⁶ Chilcot, J. (2016), The report of Iraq Inquiry. Executive Summary, Report of a Committee of Privy Counsellors http://www.iraqinquiry.org.uk/media/246416/the-report-of-the-iraq-inquiry_executive-summary.pdf

⁶⁷ House of Commons (2017), Libya : Examination of Intervention and collapse and the UK's future Policy option, Third Report of Session, 2016-2017, 14 September, London, <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmfaff/119/119.pdf>

aussi un argument favorable à cette action, un an avant les présidentielle de 2012, avec l'attente de possibles gains électoraux attendus. La focalisation sur la seule solution militaire aux exactions du régime libyen n'a pas souffert de contestations des instances démocratiques face aux menaces proférées par le chef d'Etat libyen à l'encontre des civils contestataires. Enfin, le Royaume-Uni comme la France n'ont pas mis en sécurité les armements abandonnés par le régime Kadhafi et ils n'ont pas participé à la hauteur de leur responsabilité à la reconstruction du pays. L'intervention en Libye des deux alliés a été catastrophique, avec un effondrement économique, une crise humanitaire et migratoire, la violence de la guerre des clans, les violations aux droits de l'homme, l'essor du trafic des armes et l'expansion de l'islamisme radical en Afrique du Nord.

Enfin, la guerre n'est pas une fin en soi. La victoire n'est vraiment intéressante que si son prix payé n'excède pas les avantages reçus en échange. Dans ce combat politique, Vladimir a reçu un soutien inconditionnel de son peuple. Les sanctions économiques qui ont suivi a réduit l'avantage économique de l'opération de Crimée, mais les intérêts politiques, militaires et culturels de l'opération sont incontestablement favorables à la Russie, d'autant plus qu'aucun citoyen européen n'a souhaité s'engager dans un conflit armé pour la Crimée. En revanche, la Russie est toujours à la recherche de nouveaux alliés, notamment du côté des BRICS mais les accords restent difficiles. Poutine poursuit son grand objectif, celui de replacer la Russie sur le devant de la scène internationale et de recréer dans ce but une sphère d'influence autour d'elle. Il ressent clairement l'élargissement de l'OTAN comme une menace directe adressée à son pays, la Russie.